



L 15290 - 2491 - F: 1,20 €

Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2491
29 avril 2016
1,20 € • DOM: 1,80 €



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

Le journal
d'Arlette Laguiller

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

28 avril et 1^{er} mai, tous dans la rue contre la loi travail



14, 15, 16 mai

**La Fête de
Lutte ouvrière**

pages 8 et 9

**Chômage
en baisse ?**

**Précarité
en hausse**

page 3



Reprendre confiance en la force collective des travailleurs

Plusieurs organisations syndicales appellent à une nouvelle journée de grèves et de manifestations le 28 avril. Il faut que tous ceux qui partagent les objectifs du mouvement, le retrait sans condition du projet de loi travail, participent à cette mobilisation et cherchent à y entraîner d'autres travailleurs. Le gouvernement joue la montre pour faire passer sa loi. Il faut montrer que la protestation ne faiblit pas.

Cela fait maintenant près de deux mois que le mouvement s'est engagé contre cette dernière en date des crapuleries du gouvernement Hollande-Valls. Depuis que les élections de 2012 l'ont mis au pouvoir, ce gouvernement ne cesse de porter des coups aux travailleurs, tout en exécutant servilement les desiderata du grand patronat.

Rien ne distingue l'orientation fondamentale du PS au pouvoir de celle de la droite de Sarkozy. À ceci près qu'usant de son étiquette de gauche, il a bénéficié de la complicité au moins passive des directions syndicales. Celles-ci n'ont pas cherché à préparer et à organiser la lutte collective pour permettre aux travailleurs de se défendre. Pire, certaines d'entre elles ont applaudi nombre des mesures antiouvrières. Et même celles qui ont fait mine de contester la politique gouvernementale ne l'ont pas fait avec la vigueur nécessaire.

Alors que les représentants de tant de catégories sociales ont su au moins faire entendre leur opposition – des camionneurs aux chauffeurs de taxi, des éleveurs aux médecins et diverses professions libérales –, les représentants patentés des salariés ont été particulièrement discrets. Pourtant, c'est le monde du travail qui subit l'offensive permanente du grand patronat et du gouvernement.

Les licenciements collectifs se multiplient, y compris dans les grandes entreprises les plus riches, entraînant l'accroissement incessant du chômage. La flexibilité des horaires et la précarité de l'emploi se généralisent, même dans les secteurs dépendant directement de l'État. Le grand patronat foule aux pieds ce qui dans la législation limitait un tant soit peu sa toute-puissance, avant même que le projet de loi El Khomri donne un fondement légal à cette démolition.

La condition salariale n'a cessé de se dégrader tout au long des quatre ans de pouvoir d'une coterie politique qui s'est pour-

tant fait élire avec le slogan « mon ennemi, c'est la finance ».

Alors, oui, il était temps de réagir ! Et le mouvement engagé, s'il ne s'est pas encore donné la puissance nécessaire pour faire reculer ceux d'en haut, a l'immense mérite de montrer que la politique du gouvernement est rejetée par le monde du travail.

Les syndicats qui mobilisent pour le 28 avril trouvent cependant le moyen d'appeler les cheminots à la grève le 26 avril. Pourquoi cette division ? Les cheminots peuvent cependant dépasser les calculs corporatistes en se joignant aussi à la journée du 28 avril. D'autant qu'une grève de cheminots réussie peut être un encouragement pour les autres travailleurs.

L'heure n'est certainement pas au corporatisme. Au-delà des revendications particulières de telle ou telle de ses catégories, c'est le monde du travail dans son ensemble qui est attaqué. Il est vital de réagir collectivement de toutes ses forces.

Le mouvement est certes encore minoritaire. Mais le monde du travail est peut-être en train de reprendre confiance en ses propres forces qui sont en réalité immenses. Il est indispensable pour l'avenir de changer le rapport de force entre le camp patronal et le camp des travailleurs. Ce n'est pas seulement la loi travail qui est en cause.

Le gouvernement profitera des derniers mois de son existence pour se dire que les prochaines élections étant de toute façon perdues d'avance, autant rendre encore d'autres services au grand patronat. Il le dit en répétant qu'il continuera jusqu'au bout sa politique de réformes. Et le gouvernement suivant prendra le relais. Dans cette période où l'économie capitaliste est en crise, le seul moyen pour la grande bourgeoisie de préserver les profits élevés de ses entreprises, le seul moyen d'accorder à ses PDG des émoluments et des retraites chapeau extravagants, est de prendre aux salariés, aux chômeurs, aux retraités.

Le seul moyen de l'en empêcher est une réaction du monde du travail telle que tous ces parasites du travail humain aient des raisons de s'effrayer devant la menace que leur pompe à profits s'arrête brutalement. Les travailleurs en ont collectivement la force. Il nous faut en prendre conscience.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	
Congrès de la CGT : le ton combatif ne compense pas un long attentisme	3
Chômage en baisse ? précarité en hausse	3
« Hé oh la gauche »	3
Luxleaks : accusés pour avoir dénoncé la fraude des grandes sociétés	4
Lanceurs d'alerte : à bas le secret des affaires !	4
Macron-Hollande : danse de crabes dans un panier	4
Paris 19 ^e : les migrants, cible des autorités	5
Sous-marins : propagande et profits	5
EDF : milliards pour les uns, austérité pour les autres	5
Mélenchon : à la recherche de la potion magique	5
Guadeloupe : grèves et manifestations des lycéens	6
Martinique : les indépendantistes, patrons de combat	6
Nouvelle-Calédonie : chantage à l'emploi	6

Darty : Monopoly destructeur	6
IL Y A 100 ANS	
Avril 1916, la conférence de Kiental : un pas vers la révolution	7
DANS LE MONDE	
Tafta : intérêts commerciaux et postures politiciennes	10
Belgique : derrière les négriers, les donneurs d'ordre	10
Climat : de Paris à New York, on brasse du vent	10
Inde-Bangladesh : un mur du monde libre	10
Autriche : l'extrême droite en tête à l'élection présidentielle	11
Primaires américaines, quel enjeu pour les travailleurs ?	11
Union européenne-Turquie : marchandage sur le dos des migrants	16
Maroc : Mi Fatiha, martyre de la dignité	16
De Tchernobyl à Fukushima	16
ENTREPRISES	
SNCF : la mobilisation doit se poursuivre	12

La loi El Khomri version cheminot	12
Aiguillages de Toury : Brétigny bis ?	12
Accidents du travail : nouvelle attaque contre les travailleurs sans papiers	12
XPO Logistics : trois jours de lutte	13
Campanile Tour Eiffel : victoire après un mois de grève	13
Sanef : grève pour les salaires	13
Michelin - La Roche-sur-Yon : profits et flexibilité	13
Intermittents du spectacle : non aux économies sur le dos des chômeurs	14
Saint-Brieuc : grève dans les services municipaux	14
Areva NP-Jarrie : licenciement scandaleux	14
BNP : profits et suppressions d'emplois	14
1 ^{ER} MAI	
Journée internationale des travailleurs	15
LA FÊTE	
Les 14,15 et 16 mai	8-9

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Congrès de la CGT : le ton combatif ne compense pas un long attentisme

Réuni à Marseille du 18 au 22 avril, le 51^e congrès confédéral de la CGT s'est terminé, outre la réélection de Philippe Martinez au poste de secrétaire général, par un appel « fort et déterminé » à « poursuivre et amplifier le rapport de force jusqu'au retrait de la loi travail ». Ce texte invite à organiser des assemblées générales dans toutes les entreprises pour que « les salariés décident, sur la base de leurs revendications et dans l'unité, de la grève et de sa reconduction ».

Le ton combatif de ce texte, ajouté aux sifflets des congressistes adressés au représentant du PS ou à celui de la CFDT, tout comme leur rejet du « syndicalisme rassemblé », ont fait dire aux commentateurs que la CGT « se radicalise et s'isole ». La réalité, c'est que le congrès confédéral s'est déroulé alors que la mobilisation contre la loi El Khomri est engagée depuis deux mois. Les manifestations réussies redonnent le moral et l'envie de contester la politique du gouvernement à de nombreux militants. Philippe Martinez et son équipe dirigeante ont d'autant moins de réserve pour accompagner ce regain de combativité, qu'ils ne sont pas débordés par un mouvement explosif.

La tonalité du congrès de Marseille, conclu par cet appel regonflant, satisfait bien des militants

qui pourront s'en emparer pour tenter de mobiliser leurs camarades de travail. Mais il ne suffit pas d'évoquer la « grève reconductible » pour changer de politique et avoir un véritable programme de lutte. Les multiples attaques portées depuis quatre ans par le gouvernement Hollande, et surtout le fait qu'elles soient restées sans la moindre réaction, pèsent sur le moral des travailleurs, comme pèse plus généralement le chômage. Le sentiment qu'en face ils sont trop forts et qu'on ne peut pas les faire reculer reste le plus répandu. Mais comment les travailleurs pourraient-ils avoir envie de se battre quand ceux qui sont supposés parler en leur nom se montrent irrésolus ? Or, depuis quatre ans, la direction de la CGT, n'a rien fait pour redonner moral et perspective aux

travailleurs. Elle n'a pas cherché à les convaincre que Hollande ou Sarkozy, c'était du pareil au même, qu'ils défendaient l'un comme l'autre le patronat et que le monde du travail

n'avait pas d'autres choix que de se battre.

À ce jour, malgré l'appel pour « décider de la reconduction de la grève », aucune nouvelle date de grève n'est proposée, après le 28 avril. Elle serait pourtant bien nécessaire, comme étape intermédiaire, pour entraîner de nouvelles couches de travailleurs dans le mouvement.

Dans la guerre sans merci menée par le patronat

pour accroître sans cesse l'exploitation et réduire la part laissée aux travailleurs, il est indispensable que ces derniers relèvent la tête et prennent conscience de leur force collective. Ils y parviendraient certainement plus facilement si les militants ouvriers, et ceux de la CGT en particulier, avaient eux-mêmes une boussole et une feuille de route claire.

Xavier Lachau



« Hé oh la gauche » : les fonds de tiroirs

Lors d'une réunion publique organisée lundi 25 avril à l'initiative du porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll, les ministres réunis – la moitié du gouvernement, paraît-il – ont laborieusement énuméré les mesures de « progrès social » décidées depuis l'élection de Hollande. Mais même en criant très fort « Hé oh la gauche », ils avaient du mal à en trouver.

La ministre de la Santé, Marisol Touraine, a vanté par exemple le compte pénibilité, prétendant qu'il permettait aux travailleurs ayant eu des métiers dangereux pour leur santé de partir plus tôt à la

retraite. Elle ne manque pas d'aplomb quand on se rappelle que les socialistes, après l'élection de Hollande, ont reculé l'âge du départ à la retraite pour tous. Selon la ministre, sur 25 millions de travailleurs,

500 000 ont obtenu des points qui leur permettront ensuite de prétendre à un départ anticipé.

Le Foll s'est vanté des 83 000 emplois qui auraient été créés en 2015 selon l'Insee. Il oublie de préciser qu'il s'agit en très grande partie d'emplois précaires, surtout en intérim, et il omet de parler du nombre de chômeurs qui a atteint un niveau record.

Le Foll prétend que le gouvernement a fait « des choses dans des domaines au cœur de la gauche

comme l'éducation, la santé ». La réalité est que Hollande, à un an de la fin de son mandat, est très loin d'avoir tenu l'engagement pris durant sa campagne d'augmenter le total des postes d'enseignants et que les conditions d'enseignement se dégradent dans de nombreux établissements. Quant à la santé, le progrès constitué par le remboursement de l'IVG ne compense pas, loin de là, la politique d'austérité qui a conduit à diminuer les lits, voire fermer des services

dans de nombreux hôpitaux qui continuent à fonctionner avec un personnel de plus en plus insuffisant.

Si ces ministres ont pu sans mal se faire applaudir par une salle constituée en grande partie d'élus du PS, il leur sera plus difficile de convaincre les travailleurs et les classes populaires qui savent bien que, concernant les emplois, les salaires, les conditions de vie et le maintien des protections sociales, tout va de mal en pis !

Stéphane Fort

Chômage en baisse ? précarité en hausse

L'annonce des chiffres du chômage mensuel, le soir du 26 avril, est arrivée à point nommé pour donner un peu de crédibilité au « Ça va mieux » de Hollande et à son opération reconquête, comme disent certains médias pour ne pas parler de campagne préélectorale.

« Le chômage est en baisse », ont-ils titré ce soir-là, à la grande surprise des travailleurs à l'écoute, certains commentaires dithyrambiques surenchérissant sur « la baisse la plus importante depuis seize ans ». Le rideau tombé

et les lumières éteintes, il reste la réalité et elle est loin d'être rose.

Pour ce que valent ces données mensuelles, qui montent ou descendent de mois en mois, les chiffres montrent une faible baisse, de 60 000 personnes, sur

les chômeurs de catégorie A – ceux qui n'ont aucun emploi rémunéré. Mais il ne s'agit que d'un transfert, car les chiffres des catégories B (chômeurs ayant travaillé moins de 78 heures dans le mois) et C (plus de 78 heures), eux, sont en hausse, de 51 000. En clair, la précarité s'accroît. Celle des stagiaires sous-payés, celle des salariés en temps très partiel non choisis, celle des CDD d'une durée de quelques jours, celle des autoentrepreneurs sans

travail...

Ces statistiques et surtout la vie des millions de chômeurs sur l'ensemble du pays, toutes catégories confondues, sont bien plus parlantes que l'annonce en trompe l'œil de fin avril. Elles rappellent que, pour les plus de 50 ans, pour les chômeurs de longue durée, les personnes sans diplôme, les parents isolés et bien d'autres... c'est une galère sans fin. Le chômage de longue durée s'est accru de 7,5% en un an, et de 154%

en sept ans, car ceux qui sortent de Pôle emploi sont le plus souvent ceux qui y étaient inscrits depuis peu.

Au-delà des chiffres qui ne tiennent pas compte des travailleurs las de chercher depuis des années sans trouver, qui ne sont plus inscrits, de ceux qui sont un peu rapidement radiés pour un contrôle manqué, la réalité c'est 6,5 millions de personnes qui n'ont pas d'emploi, pour qui cela ne va pas mieux.

Viviane Lafont

Luxleaks : accusés pour avoir dénoncé la fraude des grandes sociétés

Le procès d'Antoine Deltour, ancien salarié de la société d'audit Pricewaterhousecooper, a commencé au Luxembourg mardi 26 avril. Il est accusé, ainsi que son collègue Raphaël Halet, d'avoir rendu publics des centaines d'accords secrets entre les multinationales et le fisc luxembourgeois.

Le journaliste Edouard Perrin, qui avait révélé en mai 2012 une partie de ces accords dans l'émission de télévision *Cash Investigation*, est lui aussi traîné en justice. Ils risquent d'énormes amendes, voire des peines de prison.

La grande presse de plusieurs pays a publié en 2014 la totalité de ces accords et montré ainsi qu'il s'agit d'une pratique systématique. Des arrangements secrets sont négociés pour le compte des multinationales par des sociétés

d'audit comme celle qui employait Antoine Deltour. Ces trusts peuvent ainsi payer leur impôt sur les bénéfices à des taux dérisoires, parfois inférieurs à 1%. Il leur suffit de créer des filiales domiciliées au Luxembourg et de transférer vers elles les revenus de leurs groupes. Ces filiales ne sont que des coquilles vides. On a ainsi pu compter jusqu'à 1 600 entreprises enregistrées à une seule adresse. Parmi les bénéficiaires de ces montages figurait le gratin

du capitalisme mondial : Disney, Skype, Amazon, Fiat et bien d'autres. 548 accords fiscaux de ce type ont été dévoilés.

Des centaines de milliards d'euros sont ainsi détournés du budget des pays où ces sociétés exercent réellement leurs activités, avec la complicité de leur gouvernement pour qui il s'agit d'un secret de polichinelle. C'est en toute connaissance de cause que les gouvernements garantissent aux grandes sociétés et à leurs actionnaires des lois qui non seulement les protègent, mais leur permettent de ne pas payer d'impôt. Et, cerise sur le gâteau, les gouvernements garantissent également de clouer le bec à ceux qui dénoncent ce vol organisé.

Daniel Mescla

Macron - Hollande : danse de crabes dans un panier

Depuis que Macron a créé son mouvement En Marche, prétendant réinventer un parti qui ne soit ni de droite ni de gauche, il multiplie les petites phrases aussi ambiguës qu'assassines à l'égard du gouvernement, dont il est membre, et à l'égard de Hollande.

Il a déclaré dernièrement : « *Moi je ne mens pas aux gens, je dis ce que je pense, je le dis depuis le début. Je suis de gauche, c'est mon histoire. Mais la gauche aujourd'hui ne me satisfait pas.* »

Hollande, qui jusqu'à présent avait laissé les coudées franches à son ancien conseiller, qu'il avait mis en selle, a été obligé de le recadrer, affirmant qu'Emmanuel Macron « *doit être dans l'équipe, sous mon autorité* », ajoutant : « *Il sait ce qu'il me doit, c'est une question de loyauté personnelle et politique.* » Ce à quoi l'intéressé a rétorqué : « *Lorsqu'un*

président nomme quelqu'un ministre, il le fait parce qu'il pense que c'est bon pour son pays, pas pour en faire son obligé. »

Ambitions personnelles et calculs politiques sont les seuls ingrédients de ce mauvais feuilleton qui risque de durer jusqu'à l'élection présidentielle de 2017. Un feuilleton que les travailleurs peuvent zapper sans regret.

Mais cela donne une idée de ce qu'est ce petit monde qui nous gouverne. Et ils osent prétendre qu'ils font cela dans l'intérêt de tous !

Aline Urbain



Lanceurs d'alerte : à bas le secret des affaires !



Jacques Servier, lors du procès du Mediator, en 2013.

Pour avoir révélé un détournement fiscal à grande échelle vers le Luxembourg, Antoine Deltour risque des années de prison et plus d'un million d'euros d'amende. Et cela même si les faits qu'il a dénoncés sont reconnus comme vrais partout, à commencer par les gouvernements concernés.

Mais le crime qu'on lui reproche est d'avoir violé le secret professionnel et le secret des affaires pour faire connaître une vérité qui gêne les grandes sociétés.

De nombreux « lanceurs d'alerte » comme lui ont dû faire les frais de l'acharnement des entreprises dont ils dénonçaient les

pratiques. Celles-ci peuvent s'appuyer sur des bataillons d'avocats et d'hommes de loi pour contraindre le récalcitrant au silence en le menaçant de procès sans fin, et de toute façon la moindre des sanctions est le licenciement. Ainsi Stéphanie Gibaud, ancienne cadre de la banque UBS qui avait dénoncé en 2009 un scandale de fraude fiscale de sa société pour faire passer en Suisse l'argent de riches clients, a passé sept ans de sa vie à se battre contre son employeur. Harcelée, puis licenciée, elle n'a pas retrouvé de travail dans le secteur, étant désormais sur la liste noire.

Ce secret n'épargne aucun secteur de la société capitaliste. Dans le domaine

de la santé par exemple, la docteur Irène Frachon, qui révéla les centaines de morts causées par le Médiator, a rappelé comment le cardiologue marseillais qui le premier avait pris conscience du problème avait été contraint au silence pendant de longues années par le laboratoire Servier. Lorsqu'il parla, il fut attaqué en diffamation, ainsi qu'un journaliste de l'émission *Envoyé spécial* qui avait dénoncé la stratégie d'intimidation exercée par Servier.

La loi du silence est une des règles de la société capitaliste pour tout ce qui se passe à l'intérieur des entreprises. Elle permet de faire du profit à tout prix, en vendant des médicaments

dangereux ou en plaçant des dispositifs d'évasion fiscale, en truquant les tests sur les voitures ou en camouflant la composition d'un aliment vendu en grande surface. Mais elle permet aussi d'interdire aux travailleurs l'accès aux comptes de leur entreprise afin de justifier des licenciements ou de leur cacher des fermetures d'usine prévues des années à l'avance. Elle permet, plus généralement, de camoufler l'exploitation des travailleurs.

Pour le plus grand bien de la société, il faudrait mettre fin à ce secret des affaires qui ne sert que les capitalistes. Tous les travailleurs pourraient alors être des « lanceurs d'alerte ».

D. M.

Notre camarade Catherine Chemineau

Notre camarade Catherine Chemineau, que nous appelions Amiel, allait avoir 61 ans. Elle est décédée vendredi 22 avril d'un cancer qu'aucune thérapie n'a pu contrecarrer. Elle avait affronté la maladie avec la même énergie que nous lui connaissions dans sa vie militante, et la même discrétion pour ne pas importuner les autres avec ses problèmes.

Élève en première en 1972 au lycée Joliot-Curie de Nanterre, elle avait été frappée par la liberté dont bénéficiaient certaines de ses camarades de classe par rapport au serrage de vis qu'elle connaissait à la maison, et puis sa révolte

s'est élargie, les discussions en petit groupe dans l'ambiance de l'après 68 duraient des nuits entières avec une ouverture sur le monde qui l'a enthousiasmée. Alors que certaines lycéennes s'en tiendraient à une révolte

individualiste pour devenir des femmes libérées, Catherine s'est orientée vers les idées communistes révolutionnaires, rejoignant le combat de Lutte ouvrière deux ans plus tard. Toute sa vie, elle se souviendra des femmes qu'elle avait connues dans son enfance, du côté de sa famille maternelle, qui furent bonnes ou ouvrières dans le textile en Italie, puis dans l'industrie de la chaussure à Romans-sur-Isère.

Devenue professeur de

français au lycée Liberté à Romainville, en Seine-Saint-Denis, notre camarade n'a ensuite jamais cessé de vivre et de militer en milieu populaire. En lien avec les camarades des Chèques postaux à Paris, de Creil, et tout dernièrement avec ceux d'Air France, il lui était naturel de se rendre disponible pour tous ses camarades afin de les aider au mieux dans leurs combats au quotidien. Ses idées et sa vie étaient intimement liées.



Paris 19^e : les migrants, cibles des autorités

Depuis le jeudi 21 avril, environ 150 migrants se sont installés dans le lycée Jean-Jaurès, situé dans le 19^e arrondissement de Paris, qui, depuis plusieurs années, ne reçoit plus d'élèves. Ceux qui ont trouvé refuge dans cet établissement désaffecté viennent du campement insalubre installé à Stalingrad, un quartier populaire de Paris.

À peine ces migrants, dont un certain nombre de familles, avaient-ils pris possession des lieux que les autorités, droite et gauche en chœur, ont poussé des hauts cris. Dès le lendemain, le maire PS du 19^e a protesté contre ce qu'il a qualifié « d'occupation sauvage », rejoignant le préfet d'Île-de-France et Valérie Pécresse, présidente de la Région, pour demander l'évacuation d'urgence de cet établissement.

Les justifications les plus hypocrites, et même xénophobes, pour rejeter

ces migrants à la rue, sont celles se rapportant au prétendu intérêt des jeunes. Le maire du 19^e arrondissement, François Dagnaud, s'est déclaré « très inquiet qu'une trentaine d'enfants déambulent sans encadrement [dans ce lycée] alors qu'il y a un transformateur ». Comme si les parents, parce qu'ils sont étrangers et n'ont pas de papiers en règle, étaient incapables de surveiller leurs enfants !

Mais cela devient irréaliste quand il affirme que « les jeunes Parisiens ont besoin de ce lycée », que son

occupation empêcherait de faire les travaux permettant sa réouverture pour la rentrée de septembre et, selon le préfet, interdirait aux enseignants de faire cours à la fin de ceux-ci. Quels travaux en cours, se demandent les riverains de l'établissement qui, depuis quelques années que le lycée est fermé, n'ont pas vu un seul engin de chantier ni entendu un seul coup de pioche ? Ils seraient « en phase préparatoire », répond Dagnaud, d'autant plus affirmatif que personne ne peut contrôler la véracité de ses propos.

Des mensonges et des perspectives d'évacuation de leurs lieux de refuge, c'est tout ce que les autorités ont à offrir aux migrants qui fuient la guerre et la misère.

Correspondant LO

EDF : des milliards pour les capitalistes, l'austérité pour les salariés

L'État n'a pas d'argent, les caisses sont vides, le gouvernement met les collectivités locales au régime sec et impose des sacrifices sans fin à la population laborieuse sous prétexte de réduire les dépenses publiques. Mais tout d'un coup, il vient de décider une augmentation de capital d'EDF de quatre milliards d'euros. L'État, actionnaire principal d'EDF, lui donnera trois milliards, laissant les investisseurs privés apporter le milliard restant.

De plus, l'État, toujours grand seigneur, renonce au paiement cash des dividendes auxquels il aurait droit en 2016 et 2017 après avoir fait le même geste déjà en 2015. Il accepte qu'EDF lui donne l'équivalent en actions. Cela évitera à EDF de déboursier quelque 2 à 3 milliards d'euros lors des deux prochaines années après avoir déjà ainsi économisé 1,8 milliard en 2015.

La raison de cette recapitalisation est probablement assez simple. EDF, entreprise déjà endettée (de 37 milliards d'euros) doit faire de nouveaux emprunts auprès des organismes financiers, pour rénover les centrales nucléaires et pour le projet de deux réacteurs EPR en Grande-Bretagne, projet très controversé aussi bien au sein d'EDF qu'en Grande-Bretagne. Il s'agit de montants gigantesques. Le soutien de l'État envers EDF indique aux prêteurs qu'ils peuvent y aller et confier des milliards supplémentaires à EDF.

Derrière les financiers,

il y a aussi les industriels. La rénovation des centrales ainsi que le projet britannique doivent faire travailler une myriade d'entreprises qui toutes attendent le feu vert d'EDF. EDF a toujours été une vache à lait pour les industriels et les banques, et les caisses d'argent public sont grandes ouvertes pour subventionner tout ce beau monde.

La direction EDF n'est pas gênée d'annoncer dans le même temps vouloir faire des économies au détriment des augmentations de salaire du personnel et supprimer encore plus de postes que déjà annoncé, sous prétexte d'équilibrer ses comptes. En outre le PDG ne cesse de répéter qu'il faut « un rattrapage sur les tarifs réglementés des particuliers », autrement dit une augmentation des factures !

En résumé : des sous et des commandes pour les capitalistes, un serrage de ceinture pour les travailleurs et pour les clients.

Correspondant LO



Sur les vitres du lycée Jean-Jaurès.

Sous-marins : propagande en surface, profits de fond

Le 26 avril le gouvernement australien a annoncé avoir choisi l'entreprise DCNS, les anciens arsenaux privatisés depuis 2003, pour construire et entretenir une flotte de douze sous-marins. Aussitôt les marchands de canons français, leur gouvernement, leurs journaux, leur valetaille de la politique, du micro ou de la plume ont poussé des cocoricos aussi mensongers qu'indécents.

Non seulement DCNS n'est concernée que par une partie de ce contrat pas encore signé, mais surtout les conséquences sur l'emploi

sont inconnues. Bien entendu il faudra de la main-d'œuvre pour construire et entretenir ces navires, mais le président de DCNS a déjà annoncé que le plan de suppression d'un millier d'emplois allait malgré tout continuer. Les déclarations sur les emplois préservés grâce à ce contrat font partie du plan média du gouvernement, rien de plus.

Cette même propagande gouvernementale et patronale vante la fabrication, la commercialisation et l'utilisation d'armements sophistiqués sous leur aspect de performance

technologique due au « génie national ». Comme si le summum de la civilisation consistait à progresser dans le domaine du savoir-faire militaire et des engins de mort ! Le président s'est même déplacé en personne pour aller fêter l'événement au siège de DCNS, avec Le Drian, ministre de la défense et VRP en chef des industriels de l'armement.

Si le droit de vote était réservé aux marchands de canon, Hollande serait réélu dès le premier tour !

Paul Galois

Mélenchon : à la recherche de la potion magique

Après avoir chanté les louanges du pape sur son blog, Jean-Luc Mélenchon s'est entiché d'un nouveau faiseur de miracles, Bernie Sanders en campagne aux États-Unis. Ayant échoué à « se faire récupérer » par Nuit debout, il a envoyé une de ses proches observer de l'intérieur la campagne de Sanders : mails, plateforme web, relations directes avec ses soutiens.

Il n'est pas sûr que

l'évangile selon Saint Bernie suffise. Beaucoup des anciens électeurs de Mélenchon se rappellent en effet que ses promesses sonores de « révolution par les urnes », lui ayant permis de recueillir près de 4 millions de voix au premier tour des Présidentielles de 2012, s'étaient transformées en un piteux soutien sans condition à Hollande au deuxième tour.

Gilles Boti

Guadeloupe : grèves et manifestations des lycéens

Pendant une dizaine de jours, du 12 au 22 avril, les lycéens et collégiens de Guadeloupe ont déclenché des grèves et ont manifesté dans les rues contre la loi El Khomri.

Ils l'ont fait tour à tour dans pratiquement tous les lycées, d'un bout à l'autre de l'île. Du lycée de Port Louis, dans le Nord-Grande Terre à celui de St-Claude dans la Basse Terre en passant par Sainte et la côte sous le vent (Pointe Noire).

Il est sûr que l'écho des manifestations lycéennes et étudiantes de France, à leur début, a été un élément non négligeable dans la mobilisation des jeunes des Antilles francophones. En Martinique, les lycéens du lycée de Bellevue ont manifesté le 12 avril.

En Guadeloupe, les

lycéens ont dû, dans de nombreux cas, passer outre les interdictions à manifester venues des proviseurs et du rectorat. Les camarades animant Rebelle, une organisation de jeunesse dont les principaux animateurs sont membres du groupe communiste révolutionnaire Combat ouvrier, en ont bien souvent été à l'initiative. Ils ont été désignés par la hiérarchie scolaire comme des meneurs à ne pas suivre. Ces tentatives de faire interdire les grèves et manifestations n'ont fait que renforcer la détermination des lycéens. Et

cela d'autant plus que bien des lycéens furent vexés d'être considérés comme des jeunes n'ayant aucune liberté propre de décision et d'action.

Les lycéens ont aussi protesté contre la presse qui a boycotté l'information concernant les grèves qui ont suivi le 12 avril et l'ampleur qu'elles prenaient en Guadeloupe. Ce fut le black-out total, alors que des milliers de lycéens descendaient dans les rues.

Les mobilisations ne sont peut être pas terminées. Des collégiens de Sainte-Anne ont fait grève et manifesté lundi 25 avril et la grogne persiste dans d'autres lycées.

Pierre Jean-Christophe



Martinique : les indépendantistes, patrons de combat

Le 13 décembre 2015, le deuxième tour des élections pour la mise en place de la nouvelle CTM (Collectivité territoriale de Martinique) voyait la victoire de la liste du « Gran Sanblé Pou Ba Péyi-a An Chans » (Grand rassemblement pour donner une chance au pays). Cette liste résultait de la fusion, entre les deux tours, de la liste d'Alfred Marie-Jeanne du MIM (Mouvement indépendantiste martiniquais) et de celle de la droite locale, dirigée par le capitaliste Yan Monplaisir. Y participait, toute honte bue, le PCM (Parti communiste martiniquais).

Si le clan des perdants, derrière Serge Letchimy du PPM (Parti progressiste martiniquais), soutenait la politique de François Hollande toute dévouée aux intérêts patronaux, les travailleurs ne pouvaient

rien attendre de l'équipe Marie-Jeanne-Monplaisir ouvertement au service des capitalistes, et en premier lieu des capitalistes locaux. Les faits n'ont pas tardé à le confirmer.

Marie-Jeanne, promu président de la CTM, passait à l'action en avril, où des dizaines de salariés, travaillant à la nouvelle CTM en CDD (contrat à durée déterminée), recevaient des lettres de remerciement les informant du non-renouvellement de leur contrat.

La réponse des travailleurs ne s'est pas fait attendre. Le 13 avril, des dizaines de grévistes avec camions, chaînes, etc., bloquaient les entrées des services de la CTM et de nombreux établissements scolaires où ils travaillent, à Trinité, au Lorrain, etc.

L'attitude des dirigeants

de la CTM confrontés à la grève est celle de « patrons de combat ». Les indépendantistes n'hésitent pas à se faire le relais de la politique de restrictions budgétaires de l'État avec l'appui de l'aile sarkozyste de leur coalition. Assumant sans problème leur choix de faire des économies sur le dos du personnel, ils prennent le risque de priver la population de services indispensables. Trop confiants, ils viennent de se heurter à la volonté des travailleurs.

Des négociations avec les grévistes et les organisations syndicales ont pu s'ouvrir dans la nuit du 18 au 19 avril. La grève a été alors suspendue. À l'heure où nous écrivons les négociations continuent dans un climat tendu.

Marianne Tibus

Nouvelle-Calédonie : chantage à l'emploi

Se rendant en Nouvelle-Calédonie, Manuel Valls apporte dans ses bagages un plan de sauvetage de la SLN (Société Le Nickel), société qui exploite les gisements du pays. Sous prétexte de « sauver l'emploi », il cède au chantage exercé par l'un de ses principaux actionnaires, la riche famille Duval.

Celle-ci détient une partie du capital à travers le groupe minier Eramet, leader mondial dans ce secteur, dont elle contrôle plus de 50 % du capital. Elle a tiré profit pendant des années d'un cours très élevé de ce métal. Ainsi, en 2013, la SLN a versé 300 millions d'euros de dividendes à la maison mère Eramet, dividendes reversés aux actionnaires, ce qui aurait creusé un déficit de 200 millions dans les caisses de la société.

Depuis 2015, les cours du nickel ont été divisés par deux, faisant plonger les résultats de la SLN. Se refusant à mettre la main à la poche, les Duval font pression depuis plusieurs semaines sur l'État français, actionnaire à 25 % de la SLN, pour qu'il éponge les pertes. Dernièrement, ils viennent de menacer de

laisser la société déposer le bilan, ce qui aurait des conséquences politiques et sociales importantes en Nouvelle-Calédonie où la SLN est le premier employeur avec 300 emplois. Les autorités régionales, contrôlées par les nationalistes du FLNKS, ont elles aussi fait entendre leur crainte devant ces perspectives de faillite de la société minière dont elles détiennent 34 % du capital.

L'État français aurait décidé d'avancer 300 millions d'euros à la SLN qui renoncerait, en échange, à un plan social. Mais, au travers de départs volontaires, les effectifs seraient tout de même réduits de 10 %.

Une bonne affaire pour la famille Duval, le nickel... et surtout l'argent public!

Aline Urbain

Darty : Monopoly destructeur

Depuis des mois, les capitalistes concurrents ayant investi les uns dans la Fnac, les autres dans Conforama, se battent pour mettre la main sur un troisième larron, Darty. Les enchères pour racheter l'enseigne et ses 222 magasins en France, sont passées en cinq mois de 850 millions à 1,16 milliard d'euros.

Les 12 000 salariés de Darty craignent à juste titre

que ceux qui remporteront le morceau ne récupèrent leur mise sur leur dos. Les dirigeants de la Fnac parlent déjà de 135 millions d'euros à économiser s'ils réussissent à absorber Darty.

Ce que les défenseurs du capitalisme appellent « investissement » n'est en rien une création de richesses. Ce n'est que du cannibalisme économique.

L. D.

Lisez la revue

Lutte de classe

Revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 175 - mai 2016

- Le mouvement contre la loi travail
- Quand le gouvernement asphyxie les collectivités locales pour servir la finance
- Le rôle des banques centrales dans la crise
- Brésil : le parti des travailleurs usé au service de la bourgeoisie
- Égypte : la répression ne fait pas taire la contestation
- Allemagne : l'extrême droite exploite la tragédie des migrants
- Bolloré : itinéraire d'un capitaliste français



Avril 1916, la conférence de Kiental : un pas vers la révolution

Un an après le début de la Première Guerre mondiale, en septembre 1915, les militants socialistes restés fidèles à l'internationalisme avaient tenu une première conférence à Zimmerwald en Suisse. Ils avaient proclamé leur opposition à la politique d'union sacrée avec les gouvernements impérialistes, menée par la II^e Internationale, au nom de laquelle les ouvriers des deux camps étaient envoyés s'entretuer. Neuf mois plus tard, du 24 au 30 avril 1916, une nouvelle conférence se réunit dans le petit village suisse de Kiental.

Depuis Zimmerwald, la situation avait évolué et les populations rejetaient de plus en plus cette boucherie dont on ne voyait pas la fin. Malgré le régime militaire imposé dans les usines, des grèves avaient éclaté en Allemagne, en France et en Russie. L'opposition à la guerre se renforçait au sein du mouvement socialiste.

De Zimmerwald à Kiental

En Allemagne, alors que Karl Liebknecht avait été le seul à voter contre les crédits de guerre le 3 décembre 1914, un groupe conséquent le suivit un an plus tard. En décembre 1915, vingt députés social-démocrates votèrent contre ces crédits, et vingt-deux sortirent pour ne pas participer au vote. Les sommets même du mouvement socialiste commençaient à modifier leur attitude pour tenter de répondre à l'hostilité grandissante à la guerre. Des dirigeants de la II^e Internationale comme Kautsky, qui avaient soutenu sans sourciller leur gouvernement lors de la déclaration de guerre, se proclamèrent « pour une paix sans annexion ». On allait vers la scission du Parti social-démocrate allemand.

C'est dans ce contexte que fut convoquée la conférence de Kiental. Il ne s'agissait plus seulement

de lever le drapeau de l'internationalisme, mais de répondre aux questions concrètes : fallait-il renouer avec la II^e Internationale ou en fonder une nouvelle ? Comment le mouvement ouvrier pouvait-il lutter pour mettre fin à la guerre ?

Instruits par l'écho qu'avait eu Zimmerwald, les gouvernements firent tout pour empêcher les délégués de se rendre à cette seconde conférence. Les principaux internationalistes français, comme Alfred Rosmer, se virent refuser tout visa vers la Suisse, et en furent réduits à envoyer un projet de manifeste commun avec Trotsky alors en exil aux États-Unis. La France fut représentée par trois députés menés par le pacifiste Pierre Brizon. Aucun représentant du mouvement ouvrier anglais n'eut de passeport. Quarante-quatre délégués internationalistes réussirent cependant à se rendre à Kiental, dont Lénine et Zinoviev représentant les bolcheviks russes.

La question de la III^e Internationale

Les plus réformistes des délégués de Kiental reconnaissaient certes qu'en août 1914 la II^e Internationale avait failli à sa mission. Mais ils étaient prêts à passer sur cette trahison en prétextant que

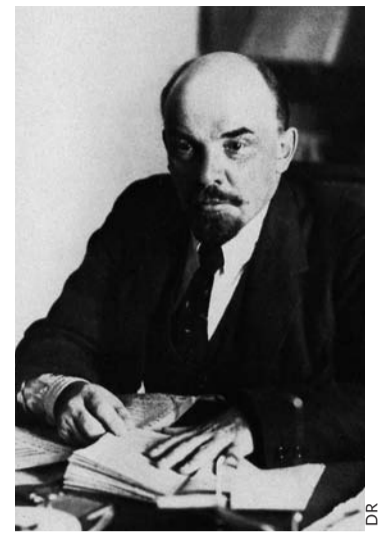
les masses ouvrières elles-mêmes étaient alors animées par des sentiments patriotiques. Il fallait donc selon eux tendre la main aux chefs socialistes qui avaient trahi l'internationalisme prolétarien ; tout pourrait alors recommencer comme avant, au prix peut-être de quelques changements de personnes. « Pourquoi, effectivement, ne pas s'amnistier les uns les autres ? », déclarait le menchevik russe Axelrod.

Au contraire, la gauche de Zimmerwald, menée par les bolcheviks russes, défendait l'idée que la scission était nécessaire, inévitable, et d'ailleurs en partie déjà accomplie. Un de ses représentants, Zinoviev, dans le compte-rendu qu'il fit de la conférence, s'exprimait ainsi : « *Ce n'est qu'en appelant hardiment et ouvertement les ouvriers de tous les pays à rompre avec les traîtres et à créer leur III^e Internationale qu'on pourra sauver l'honneur du socialisme. Bien entendu, la III^e Internationale ne peut naître que dans l'orage et les tempêtes d'un mouvement de masse. Bien entendu, aucune conférence ne peut donner de résultat plus sérieux qu'une préparation idéologique et politique à la III^e Internationale. C'est cela qu'il faut préparer, c'est la voie qui doit être choisie définitivement et sans retour.* »

Lénine, de son côté, considérait que la faillite de la II^e Internationale n'était pas une erreur momentanée, et encore moins une question de personnes. C'était le résultat sans retour possible de toute une époque où le mouvement ouvrier s'était laissé gangréner par l'opportunisme, s'adaptant à l'impérialisme. La faillite du 4 août 1914 avait révélé de façon dramatique une transformation survenue depuis longtemps.

Pacifisme ou révolution

La seconde question était de savoir comment lutter pour mettre fin à la boucherie. Là aussi deux positions s'affrontèrent. Les sociaux-pacifistes voulaient s'appuyer sur la lassitude des populations vis-à-vis de la guerre pour imposer aux gouvernements impérialistes le retour à la situation antérieure. Ils défendaient un programme d'arbitrage entre les nations en guerre, devant conduire à un désarmement progressif et à une paix démocratique. Le but qu'ils assignaient au mouvement ouvrier était de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils acceptent de revenir à la situation d'avant-guerre. Face à ce programme, la gauche affirmait que les travailleurs ne pourraient abrégé le carnage qu'en se fixant des objectifs révolutionnaires. Pour Lénine, développer l'idée qu'on pouvait mettre fin à la boucherie et arriver à une « paix démocratique » en jouant les arbitres était avant tout une manière de détourner les travailleurs de cette politique. Il s'exprimait ainsi : « *Tout "programme de paix" est une mystification du peuple et une hypocrisie s'il n'est pas fondé, au premier chef, sur l'explication aux masses de la nécessité de la révolution et sur le soutien, l'aide, le développement de la lutte révolutionnaire des masses qui s'engage partout (effervescence, protestations, fraternisations dans les tranchées, grèves, manifestations, lettres du front aux parents – par exemple en France – afin qu'ils ne souscrivent pas à l'emprunt de guerre).* » C'est ce que résumait sa formule selon laquelle il fallait « *transformer la guerre impérialiste en guerre civile* » pour



Lénine, représentant des Bolcheviks à la conférence de Kiental.

renverser ce système capitaliste qui avait conduit au conflit mondial.

Un pas de plus vers la révolution et l'Internationale

Le manifeste final, rédigé par Brizon, fut un texte de compromis, ne reprenant pas l'intégralité des positions de la gauche, pourtant la plus nombreuse. Il marqua cependant un progrès par rapport à Zimmerwald, précisant cette fois qu'il fallait refuser de voter les crédits militaires, et fut adopté à l'unanimité.

Comme à Zimmerwald, Lénine, entraînant la gauche, jugea que le plus important était que cet appel soit lancé aux travailleurs, et estima que, puisqu'il avait pu exprimer clairement sa position à la conférence, il n'y avait aucune raison de ne pas s'associer à l'appel final.

L'avenir donna raison à la gauche de Zimmerwald. La colère contre la guerre continua de monter et les internationalistes de se renforcer malgré toute la répression dont ils furent l'objet. Le 1^{er} mai 1916, plus de dix mille travailleurs défilèrent à Berlin pour crier : « *À bas la guerre, à bas le gouvernement, vive la révolution.* » De leur côté, les gouvernements impérialistes restèrent sourds à tous les appels lancés pour arrêter la guerre par des arbitrages. Ils entendaient mener la boucherie jusqu'au bout, jusqu'au dernier quart d'heure et à la dernière goutte du sang des ouvriers.

C'est bien la révolution, qui commença à déferler en Russie en février 1917, qui allait mettre fin à la guerre sur le front Est. Elle était le prélude à un de ces « orages révolutionnaires » dont parlaient les bolcheviks à Kiental, qui allait s'étendre au reste de l'Europe et dont allait naître la Troisième Internationale, l'Internationale communiste.

Daniel Mescla



La Fête de Lutte ouvrière

Dans deux semaines vous aurez l'occasion de vous rendre à la fête annuelle de Lutte ouvrière, le week-end de la Pentecôte les samedi 14, dimanche 15 et lundi 16 mai. Ce rassemblement populaire qui se déroule à Presles dans le Val-d'Oise témoigne de la permanence du courant communiste et révolutionnaire parmi les travailleurs. Il est l'occasion pour les militants et sympathisants de notre organisation de se retrouver dans une ambiance fraternelle. C'est aussi l'occasion pour tous nos amis qui sont déjà venus d'en faire venir de nouveaux. Tous les participants de notre fête savent que trois jours ne suffisent pas pour profiter de tous les spectacles, les débats politiques, les concerts, les films, les expositions scientifiques et culturelles. Alors à la Pentecôte, rendez-vous à la Fête de LO.

La Fête sera ouverte du samedi 14 mai à 11 heures jusqu'au soir à 23 heures, puis sans interruption du dimanche matin 9 heures au lundi 16 mai à 20 heures.

Achetez à prix réduit vos cartes d'entrée et bons d'achat

Jusqu'à la veille de la Fête, la carte d'entrée, valable les trois jours, est vendue au tarif réduit de 15 euros. À l'entrée de la Fête, elle vaudra 20 euros. Pour profiter de cette réduction, achetez-la dès maintenant.

Les bons d'un pouvoir d'achat de cinq euros mais vendus quatre euros avant la Fête, sont également en vente.

On peut se procurer cartes et bons soit auprès de nos camarades, soit en écrivant à :

Lutte ouvrière • BP 233 • 75865 PARIS CEDEX 18.

Préciser dans le courrier le nombre de cartes et de bons d'achat souhaités, en joignant un chèque à l'ordre de Lutte ouvrière, sans oublier d'indiquer l'adresse d'expédition et le téléphone. Envoi franco.



Au Grand Podium

Samedi

La Rabia, chansons de lutte, rock de classe

Le bal des Martine, orchestre de bal pour petits et grands

El Gato Negro, salsa, samba, cumbia, latino festif



El Gato Negro

Dimanche

Evelyne Gallet, chansons au vitriol

Les Fatals Picards, rock parodique

Guillaume Meurice, *Que demande le peuple?* one man show

La Cafetera Roja, pop rock hip-hop



Evelyne Gallet

Lundi

Compagnie Jolie Môme, *À contre-courant* chansons contestataires théâtralisées

Johnny Montreuil, country-rock



Les Fatals Picards

Au Théâtre de verdure

Samedi

Les rillettes de Belleville, fanfare

Sébastien Guerrier, auteur-compositeur

Élise ou la vraie vie, d'après Claire Etcherelli, pièce de théâtre adaptée, mise en scène et jouée par **Eva Castro**

Menestred, chants populaires de lutte

La Cité des arts

Apprendre une chorégraphie en une heure, désosser un violon pour comprendre son fonctionnement, créer une tête d'homme avec de la terre en cinq minutes, interroger les chanteurs d'une chorale, découvrir la peinture un pinceau à la main... Animations, ateliers de réalisation, conférences, discussions vous attendent.

À vos pinceaux! à vos palettes!

Dimanche

Opéra al dente, opéra déjanté par Les Moyens du Bord

La Orquesta Chilaquiles, cumbia

El kabaret, *L'homme est bon mais meilleur est le veau* d'après le *Petit Mahagony* de Bertolt Brecht et Kurt Weill

Jef Sicard Quintet, hommage au brésilien Tom Jobim, jazz bossa-nova

The Moonlight Swampers, reprises rock

Lundi

El kabaret, *L'homme est bon mais meilleur est le veau* d'après le *Petit Mahagony* de Bertolt Brecht et Kurt Weill

Presaj, reggae

Opéra al dente, opéra déjanté par Les Moyens du Bord

Blues non-stop, blues

Dans les allées de la Fête

Dimanche: Les Mamas, marionnettes géantes africaines, déambulation poétique et familiale.

Au bonheur des enfants

Rois de la Fête, les enfants profitent de nombreux jeux et animations, et peuvent se promener partout en toute sécurité. Une « carte orange » permet de n'en rater aucun.

Les parents peuvent aussi se distraire, en laissant leurs enfants s'amuser dans deux espaces protégés :

• La Cité des jeunes

C'est une belle aire de pelouse et de sous-bois où les enfants trouvent tout pour être heureux : animations, dessins animés, contes, jeux, sous la surveillance permanente d'adultes qualifiés. Un seul problème : convaincre les enfants de la quitter!

• La garderie

Gérée par des camarades compétents et attentifs, elle accueille les bébés de plus de trois mois.



Comment venir à la Fête?

- Le train: la Fête est facilement accessible par le train depuis la gare du Nord en 37 minutes jusqu'à la gare de Presles-Courcelles (direction Persan via Montsoult) • ligne H, départ toutes les heures à 8 h 34, 9 h 34... jusqu'à 23 h 34, puis retour à 8 h 47, 9 h 47... jusqu'à 23 h 47. La gare de Presles-Courcelles est à 900 mètres de la Fête. Tous les pass Navigo dézonés permettent de se rendre à la gare de Presles gratuitement.
- Les cars gratuits: ils font la navette depuis la sortie du métro Saint-Denis-Université (terminus de la ligne 13) et vous déposent à l'entrée de la Fête. Départ toutes les vingt minutes environ. Retour garanti.
- La voiture: Attention! Presles est un petit village. Le stationnement y est très difficile. Alors choisissez plutôt le train ou le car.

fete.lutte-ouvriere.org

les 14, 15 et 16 mai à Presles (Val-d'Oise)

Les forums de Lutte ouvrière

Loi Travail, mobilisation contre l'aggravation programmée de l'exploitation • Sauver la gauche: les tentatives réformistes et l'élection présidentielle • Le FN: une démagogie qui se nourrit de la décomposition du capitalisme • Attentats et état d'urgence: conséquence des interventions impérialistes • Le congrès de la CGT: adaptation au capitalisme? • Agriculteurs, taxis, etc.: les monopoles capitalistes écrasent les indépendants • Mali, Centrafrique, Libye:

les guerres néocoloniales de l'année française • Crise économique: les capitalistes et leurs États dans l'impasse • Les États d'Europe et les réfugiés • Brésil: Lula, Dilma Rousseff et les travailleurs • La population syrienne victime d'Assad, des milices et des manoeuvres des grandes puissances • Russie: puissance à l'extérieur et misère à l'intérieur • Chine: pas de miracle économique capitaliste • La crise de l'Europe • L'Algérie aujourd'hui

Deux débats sur le film *Comme des lions* avec des camarades ayant participé à la grève

Comme des lions est un documentaire de Françoise Davisse sur la grève menée par les travailleurs de PSA Aulnay contre la fermeture de leur usine.

Le débat de samedi soir sera animé par **Jean-Pierre Mercier** et celui de dimanche soir par **Philippe Julien**. La réalisatrice sera présente à l'un des deux débats.

Trois forums d'entreprise dimanche

- 13 h 30: les cheminots contre la loi El Khomri et le décret-socle
- 13 h 30: la situation des hôpitaux
- 16 h: Renault institue la précarité pour accroître ses profits

Les expositions de la Fête

Sur l'histoire du mouvement ouvrier...

1936, la montée de la classe ouvrière
États-Unis: les luttes ouvrières des années trente
1956 en URSS, Pologne et Hongrie
Les grèves ouvrières après 1900 à travers les cartes postales
Quand la CGT était révolutionnaire... il y a plus de 120 ans
Le mouvement noir aux États-Unis

... et sur l'actualité politique :

L'Europe de 2016 et les migrants
La situation en Allemagne, Belgique, Côte d'Ivoire, Espagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Haïti, Guadeloupe et Martinique, Italie, Moyen-Orient et Turquie

Les idées de Lutte ouvrière :

Pourquoi nous sommes marxistes, communistes, trotskystes, internationalistes et pourquoi nous luttons pour renverser le capitalisme

Les photos de Pierre Jamet

Les espoirs nés des grèves de 1936



Comme pour toutes les manifestations actuelles, nous procéderons, pour la sécurité de tous, à des contrôles à l'entrée de la Fête.



Les miniconférences scientifiques

Que la Force soit avec nous... mais laquelle? • Pourquoi les avions tombent (parfois) et pourquoi ils volent (en général) • Quand les philosophes mettaient les dieux à la porte: l'astronomie de la Grèce antique • Féminin - masculin, quel genre de différences? • L'homme est-il un animal comme les autres? • Si les singes ne parlent pas, est-ce parce qu'ils n'ont rien à raconter? • L'infini c'est long, surtout à la fin • Le cœur et ses maladies... en biologie

pas en amour! • Magnétisme, la science face aux charlatans et aux marchands • Faut-il avoir peur des matières plastiques? • Les chiffres ne mentent pas... les patrons, c'est autre chose! • Comment prononcer une langue ancienne? • Des machines pilotées directement par la pensée: des neurones, et beaucoup d'électronique • Comment calculatrices et ordinateurs calculent-ils? • Volcans, tous parents, tous différents.

Le Carrousel de la connaissance

Un voyage son et lumière de 45 minutes sur ce thème: «Pétrole: de l'or noir pour les uns, une calamité pour d'autres».

Depuis cent cinquante ans, l'industrie du pétrole a marqué les étapes de la conquête de la planète par les grandes puissances et les entreprises. Elle en symbolise aussi toutes les tares.

La Roulotte de la science

Des animations scientifiques itinérantes dans les allées de la Fête. Deux thèmes: la météo et la traque des rayons cosmiques (expériences à l'appui!).

Au temps de la Préhistoire

Sur les traces de nos origines

- Un chantier de fouille grandeur nature • un bas-fourneau en fonctionnement • des ateliers pour allumer un feu, tailler le silex ou s'habiller en homme préhistorique.
- Des exposés pour comprendre les migrations des hommes préhistoriques, les changements climatiques, l'histoire de l'histoire de l'Homme, la

naissance de l'agriculture, le travail de mineur il y a 6000 ans, la part de Néandertal dans Homo sapiens sapiens, les premiers Parisiens.

- Des conférences avec des préhistoriens: **Marylène Patou-Mathis**: «Quoi de neuf sur Néandertal?» • **Pascal Picq**: «L'Homme, cet animal bipède qui marche» • **Jean-Luc Piel-Desruisseaux**: «Les outils sont-ils le propre de l'Homme?»

Au Village médiéval

Du théâtre: une nouvelle pièce *Le Vilain Mire* et aussi *La Farce du Cuvier*.

Et toujours les artisans, les jongleurs, les démonstrations d'escrime, le spectacle des voleurs de feu, le bal folk et le concert des Derniers trouvères.

Cinéma

- *Comme des lions* (documentaire de Françoise Davisse) • *Joe Hill* (Bo Widerberg) • *La loi du marché* (Stéphane Brizé) • *Fatima* (Philippe Faucon) • *La fille du patron* (Olivier Lousteau) • *Méditerranée* (Jonas Carpignano) • *Difret* (Zeresenay Berhane Mehari) • *Elles... les filles du Plessis* (Bénédicte Delmas) • *Harizbag, cuir toxique* (Élise Darblay et Éric de Lavarenne) • *Perdre sa vie à la gagner* (suivi d'un débat avec la réalisatrice Liza Fajana) • *L'ennemi intérieur* (*Still the enemy within*) (Ower Gower), les grèves de mineurs britanniques en 1984 • *Barakaden, les petites bonnes de Bamako* (Aline Gonin) • *Saigneurs* (Raphael Girardot et Vincent Gaullier), sur les abattoirs • *L'espoir trahi, 1936 en Espagne* (documentaire de Lutte ouvrière)

Le Parcours dans les arbres

Un parcours aérien d'arbre en arbre, homologué, pour se faire peur en toute sécurité, avec ses tyroliennes, ses ponts de singe ou ses échelles. Des parcours pour s'initier ou pour les plus chevronnés, sous la surveillance de moniteurs diplômés. Accessible sous conditions d'âge (au moins 13 ans) et de taille (1,50 m). Tarif: 4 euros.

À l'Arboretum

- Quatre visites commentées gratuites de 50 minutes sur un sentier réunissant 110 espèces d'arbres permettent de faire leur connaissance: «L'arbre, quel être étonnant!» • «Les arbres voyageurs» • «L'arbre sensuel» • «L'arbre et les poètes».
- Exposition de l'association A.R.B.R.E.S.: «Arbres remarquables de nos régions». Des ateliers: «L'arbre, ami des hommes, des oiseaux, des écureuils et des champignons» • «Tout ce qu'on fait avec le bois» • «De la graine à l'arbre».
- Dimanche à 12 h, conférence-débat avec **Georges Feterman**, président de l'association A.R.B.R.E.S.: «Les arbres, partie intégrante du patrimoine, et source d'inspiration artistique».
- Deux nouveautés: un tour à bois et ses possibilités; «Mesurer un arbre en deux temps, trois mouvements».

Pour des raisons de sécurité et de propreté, les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la Fête, sauf évidemment les chiens d'assistance.

Belgique: derrière les négriers, les donneurs d'ordre

Cet article est extrait du mensuel *La Voix des travailleurs*, de Lutte ouvrière Belgique (Union communiste internationaliste).

Sur le chantier du projet de centre commercial Rive gauche à Charleroi, trois ouvriers égyptiens ont dû réclamer le paiement de leurs salaires en se faisant entendre du haut d'une grue. À la suite de leur action, la situation de ces travailleurs a été mieux connue: non paiement des salaires durant plusieurs mois, logement misérable, pas de vêtements de travail ni d'équipements de sécurité...

Leur sort est en fait largement partagé par de nombreux autres travailleurs venus de divers pays et employés par une société de sous-traitance italienne, le groupe Edile. Un des responsables de cette société a d'ailleurs été inculpé pour traite d'êtres humains lors de sa venue en Belgique. Mais derrière cette entreprise sous-traitante, il y a de grandes entreprises comme le groupe belge Valens, lui-même propriété du géant français du BTP, Eiffage. Eiffage a fait 1,347 milliard d'euros de bénéfice en 2015, malgré une baisse de son chiffre d'affaires, grâce à une hausse de l'exploitation des ouvriers sur ses chantiers.

Devant ce scandale, le bourgmestre de Charleroi et ministre-président de la Wallonie, Paul Magnette, a déclaré qu'il s'agissait d'une affaire privée qui ne concernait pas la ville. Cela

montre d'abord qu'il n'a de socialiste que le nom, en se désintéressant du sort des travailleurs.

Et puis les dirigeants PS de la ville de Charleroi sont bel et bien intéressés à l'affaire. Le maître d'ouvrage de ce projet commercial et immobilier est la société anonyme Saint-Lambert Promotion, une entreprise créée en 2006 avec comme patron Raphaël Pollet. Ancien responsable du PS en Brabant, Raphaël Pollet s'est fait connaître pour son plantureux salaire et l'inévitable voiture grand-luxe avec chauffeur, en tant que dirigeant de la société de logement social montoise, la Sorelobo. Le voici à la tête de la société donneuse d'ordre sur le chantier de Rive gauche... où se pratique la traite des êtres humains.

L'entreprise Saint-Lambert Promotion est une structure privée créée sous le couvert de la ville de Charleroi pour obtenir les permis d'urbanisme et entamer le chantier afin de le revendre ensuite à de grands groupes de l'immobilier. Finalement, parmi les bénéficiaires de l'exploitation des travailleurs égyptiens et de tant d'autres de leurs collègues, il y a les actionnaires du groupe Eiffage, mais aussi des responsables de la ville de Charleroi.

La Voix des Travailleurs

Inde-Bangladesh : un mur du monde libre

L'Inde et le Bangladesh sont parmi les pays les plus pauvres du monde. Leurs frontières respectives furent tracées par l'ancienne puissance coloniale britannique, en 1947. Aujourd'hui, un mur de 3 200 km sépare les deux pays. Construit par l'Inde à partir de 1993, il est gardé par des dizaines de milliers de soldats de la Force de sécurité de la frontière indienne (Border Security Force). Il coupe le Bengale en deux, traverse des villages et brise des vies. Chaque jour, des hommes, des femmes et des enfants tentent de le franchir, pour émigrer

vers l'Inde, ou tout simplement pour commercer. Ils risquent d'être arrêtés, torturés, voire tués par des militaires dont les crimes ne sont jamais punis. Un enfant bangladais, qui « fait le mur », pour transporter de la marchandise pour des passeurs, risque sa vie pour quelques euros.

L'Inde est régulièrement qualifiée par les commentateurs de « plus grande démocratie du monde ». Les deux pays font partie d'un monde dit « libre », hérissé de murs qui font de pays entiers des prisons à ciel ouvert.

Michel Bondelet

Tafta : intérêts commerciaux et postures politiciennes

Le 13^e round des discussions entre l'Union européenne et les États-Unis sur le traité de libre-échange transatlantique (Tafta) a commencé lundi 25 avril à New York. Entamés en juillet 2013, ces « rounds » sont censés aboutir à un accord libéralisant l'accès aux marchés américain et européen.

Si Obama a profité de sa visite en Allemagne le dimanche précédant l'ouverture de ces discussions pour souhaiter que l'accord aboutisse d'ici la fin de l'année, le gouvernement français joue une autre musique. Ainsi, le secrétaire d'État au commerce extérieur, Matthias Fekl, affirme qu'on « s'éloigne d'une conclusion » et qu'il n'y a « aucune raison de se mettre à la remorque de tel ou tel continent ou tel ou tel pays ».

Quant à Hollande, il s'est découvert tout récemment une vocation de résistant, vantant les mérites du « modèle français » et a déclaré lors de sa dernière prestation télévisée que « La France a fixé ses conditions » et que lui, François Hollande, n'accepterait pas un traité donnant tous les droits aux États-Unis sans « réciprocité ». Plus que de la protection du camembert

moulé à la louche contre la menace que ferait planer le traité sur les AOC, cette brusque fermeté résulte de la nécessité de protéger les intérêts des grands groupes capitalistes français. Sans oublier, au passage, de caresser dans le sens du poil les souverainistes de gauche comme de droite, qui s'opposent au traité de libre-échange transatlantique au nom des intérêts nationaux.

Hollande a dénoncé avant tout l'absence de « réciprocité », expliquant que « si on n'a pas accès aux marchés publics et si en revanche les États-Unis peuvent avoir accès à tout ce que l'on fait ici, je ne l'accepterai pas ». À droite, on ne dit d'ailleurs pas autre chose, Les Républicains réclamant eux-aussi « la réciprocité de l'ouverture des marchés publics ».

Comme bien d'autres accords commerciaux

internationaux avant lui, ce nouveau traité de libre-échange correspond à la nécessité pour les grands trusts américains, européens ou autres, d'agrandir l'arène dans laquelle ils se livrent bataille. Les prises de position actuelles des Hollande, Merkel et Obama, sont le reflet de leurs préoccupations de politiciens, mais aussi des intérêts contradictoires de leurs bourgeoisies nationales respectives. Car si toutes veulent se voir ouvrir les marchés des autres, elles souhaitent en même temps protéger le plus possible le leur, surtout en période de crise.

Que les États-Unis et l'Europe parviennent ou non à un accord sur ce grand marché transatlantique, cela reste de toute façon une discussion entre bourgeois et cela ne changera pas grand-chose au sort des travailleurs. Qu'elle soit sanctionnée ou pas par un nouvel accord, c'est à la domination des grands groupes capitalistes, qu'ils soient américains ou européens, que les travailleurs devront s'en prendre.

Nadia Cantale

Climat : de Paris à New York, on brasse du vent



Le Groenland, victime du réchauffement climatique.

Une cérémonie a été organisée le 22 avril au siège des Nations unies, à New York, pour la signature officielle de l'accord international sur le climat.

La COP 21, qui s'était réunie à Paris en novembre, avait accouché d'un accord, que chaque délégation nationale avait d'autant plus approuvé qu'il n'est pas contraignant. Ce n'est donc pas une surprise que les dirigeants de 175 pays aient apposé leur paraphe sur un document qui proclame que le réchauffement est un réel problème pour

l'humanité, sans implications concrètes immédiates.

Cette cérémonie a été l'occasion pour Hollande de se mettre en scène en donneur de leçon, ce qu'il a de plus en plus de mal à faire sur la scène internationale. En pontifiant sur la nécessité « d'aller plus loin même que les promesses qui ont été faites », il a implicitement reconnu que la COP 21 n'a produit jusqu'à présent que du vent.

Comme la COP 21 de Paris, ce spectacle de New York montrant des dirigeants soucieux de

l'évolution du climat est un rideau de fumée. Car ce ne sont pas les gouvernements qui dirigent l'économie de la planète. Ce sont les capitalistes uniquement préoccupés par le profit, exploitant les travailleurs et massacrant l'environnement avec la bénédiction des États à leur service.

Tant que les multinationales auront la liberté d'orienter la vie économique planétaire en fonction de leurs intérêts, aucune mesure sérieuse ne sera prise pour agir sur le climat.

Lucien Déroit

Autriche : l'extrême droite en tête à l'élection présidentielle

Le 24 avril, en Autriche, 6,4 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes pour le premier tour de l'élection présidentielle, le second étant quatre semaines plus tard. Aussitôt connus, les résultats ont provoqué un choc dans le pays : le candidat de l'extrême droite (FPÖ), Norbert Hofer, est en tête avec un score de 35 % des voix. Les deux partis traditionnels, social-démocrate (SPÖ) et conservateur-chrétien (ÖVP) qui gouvernent dans une « grande coalition », sont sèchement éliminés avec 11 % chacun.

Du jamais-vu pour des partis qui se partagent presque exclusivement le pouvoir depuis l'après-guerre et ont fourni jusqu'ici tous les présidents de la République !

Aux dernières législatives, en 2013, ces partis avaient déjà connu leurs pires résultats de l'après-guerre, alors que le FPÖ enregistrait déjà un score à 21,4 %. Par la suite, l'extrême droite n'a fait que confirmer son ascension, notamment dans des scrutins régionaux récents, y compris à Vienne, bastion social-démocrate depuis 1919. Le temps de l'alternance semble désormais sur sa fin.

Certes, le FPÖ doit sans doute une partie de son score à sa campagne haineuse contre les migrants venus de Syrie et d'Irak que le chancelier

social-démocrate Faymann, dans la foulée d'Angela Merkel, s'était engagé à accueillir. Et le récent revirement du gouvernement et son soutien démonstratif au bouclage des frontières en Europe n'ont pas empêché la débâcle des partis au pouvoir.

Mais le racisme et l'islamophobie du FPÖ n'expliquent pas tout. Le chômage dans ce pays de 8,5 millions d'habitants a grimpé à 11 %, selon le ministère du Travail. Quant au SPÖ et à l'ÖVP, qui se succèdent au gouvernement, voire qui s'associent comme c'est le cas depuis dix ans dans diverses coalitions, ils payent pour la multiplication de leurs attaques contre les travailleurs : recul de l'âge de départ à la retraite, économies dans les hôpitaux ou dans le système

scolaire, baisse des aides sociales. Ces mêmes partis se relaient aux échelons locaux pour supprimer des postes dans les administrations et réduire les dépenses utiles au public.

D'un autre côté, des milliards sont injectés pour le sauvetage des banques, notamment l'Hypo Alpe Adria Bank, et la presse a multiplié ces dernières années les révélations sur les pots de vin touchés par des personnalités politiques dans de nombreuses affaires de privatisations ou de ventes d'armes.

Le scrutin a donc révélé l'exaspération des électeurs, y compris au sein de la petite bourgeoisie aisée. Il est caractéristique que la deuxième place ait été disputée au candidat des Verts par une ancienne juge, Irmgard Griss, sans parti, qui s'était



Manifestation contre le parti d'extrême droite FPÖ.

fait connaître dans une affaire de corruption.

Mais aucun de ces candidats n'offre à la population de solution dans la crise qui secoue l'Autriche, et encore moins de perspectives au monde du travail. Le FPÖ, déjà partenaire de l'ÖVP dans le gouvernement Schüssel (de 2000 à 2005) avait non seulement signé toutes ses attaques anti-ouvrières, mais n'avait pas tardé à être rattrapé par des affaires de corruption. Et dans le Burgenland, région frontalière de la Hongrie, l'actuelle coalition « rouge-brune » SPÖ-FPÖ applique sans état d'âme les mesures

d'austérité.

D'après un sondage, 72 % des électeurs ouvriers auraient voté pour Hofer, lâchant totalement la social-démocratie, formation traditionnelle du monde ouvrier en Autriche. Mais c'est aussi dans les couches populaires que l'abstention, 32 % au niveau national, a été la plus forte. Les résultats du scrutin du 24 avril montrent avant tout le désarroi du monde du travail, dans un pays frappé par la crise, où le mouvement ouvrier organisé est à reconstruire.

Eric Tolian

États-Unis - Primaires : quel enjeu pour les travailleurs ?

Les primaires organisées mardi 26 avril, dans plusieurs États de la côte Est, après celles qui ont eu lieu dans l'État de New York, ont largement confirmé l'avantage de Hillary Clinton et de Donald Trump dans leur parti respectif.

Du côté démocrate, Hillary Clinton creuse l'écart avec le sénateur du Vermont Bernie Sanders. Se définissant comme « socialiste », tonnant contre les politiciens de Washington et leur collusion avec les milieux d'affaires, partisan d'une « révolution politique », Sanders a acquis une image de candidat plus à gauche, notamment auprès des étudiants. Le soutenant dans leur grande majorité, ceux-ci sont sensibles à sa promesse d'un enseignement supérieur gratuit, dans un pays où les études universitaires sont chères, coûtant souvent plusieurs dizaines de milliers de dollars par an.

Sanders, un « socialiste » au lourd passé

Sanders a derrière lui une longue carrière

politique, notamment au Sénat. Il a aussi voté 98 fois sur 100 avec les Démocrates, toutes choses qui rendent plus difficiles à cet homme, qui siège au Congrès depuis 25 ans, de passer pour un homme neuf.

Clinton est certes une candidate du « système » et de la bourgeoisie américaine. Une partie des milieux d'affaires et certaines grandes fortunes, comme le milliardaire conservateur Charles Koch, se rallient d'ores et déjà à sa candidature. Déjà candidate aux primaires de 2008, elle a dirigé comme secrétaire d'État d'Obama la politique de l'impérialisme américain, en Irak, en Afghanistan, en Libye, et partout ailleurs. Dans sa rivalité avec Sanders, elle peut compter sur une partie importante des voix des électeurs noirs. Là où Sanders,

comme de nombreux politiciens démocrates, considère que leurs voix lui sont acquises, voire dues, Clinton a toujours pris soin de s'adresser spécifiquement à eux. Elle réclame par exemple que les lois pénales très répressives, qui condamnent à la prison des centaines de milliers de pauvres, donc en grande partie d'hommes noirs, soient assouplies. Elle oublie de dire que c'est en 1994, sous la présidence de son mari Bill Clinton que la législation – pour laquelle avait voté Sanders – fut ainsi durcie.

Chez les Républicains : comment écarter Trump ?

Du côté des Républicains, l'avance du magnat de l'immobilier se confirme. Trump est un politicien misogyne et raciste, jamais avare d'une tirade contre les immigrés ou les femmes. Il vient d'affirmer « si Hillary Clinton était un homme, je ne pense pas qu'elle obtiendrait 5 % des suffrages ». Trump ajoute à cela une certaine



Bernie Sanders - Hillary Clinton.

démagogie sur les difficultés des travailleurs et contre les délocalisations : les emplois, dit-il comme Sanders, doivent rester aux États-Unis. Il critique les banques « suceuses de sang » et les hommes d'affaires de Wall Street, les compagnies d'assurance qui rendent les soins médicaux hors de prix, et il s'oppose au démantèlement de la Sécurité sociale proposé par d'autres Républicains. Il a également attaqué Bush pour la guerre en Irak. Ce discours touche une partie des ouvriers blancs, tout en renforçant le poids des idées réactionnaires.

Cependant les succès de

Trump embarrassent les dirigeants des Républicains. Ils redoutent que son positionnement extrémiste leur fasse perdre l'élection présidentielle.

C'est pourquoi ils cherchent quelles manœuvres pourraient empêcher Trump d'obtenir l'investiture.

Le cirque électoral va durer quelques mois encore. Entre Clinton et Trump, ou un autre Républicain tout aussi réactionnaire, une chose est certaine : les intérêts des travailleurs ne seront représentés par personne.

Michel Bondelet

SNCF : la mobilisation doit se poursuivre

La grève du 26 avril à la SNCF a été une nouvelle réussite. C'était la troisième journée d'action après celles du 9 et du 31 mars et avant la grève interprofessionnelle du 28 avril. Si la mobilisation se maintient, ce n'est pas grâce aux fédérations syndicales cheminotes, mais parce que le mécontentement est profond parmi les cheminots.

Dès la parution, à la mi-février, du projet de décret-socle censé vouloir imposer une nouvelle réglementation du travail dans la branche ferroviaire, les cheminots ont compris que le gouvernement et la direction de la SNCF leur déclaraient la guerre. Dans le même temps, la parution du projet de loi El Khomri montrait que, loin d'être cantonnée au ferroviaire, l'offensive concernait l'ensemble du monde du travail.

Dès le succès de la journée du 9 mars à la SNCF, bon nombre de militants syndicaux et de cheminots attendaient le signal

pour prolonger la lutte. Le 31 mars, journée interprofessionnelle contre la loi travail, aurait pu être ce point de départ. Mais le plus puissant syndicat à la SNCF, la CGT, a pesé de tout son poids pour en faire une journée carrée, donc sans suite annoncée, en s'opposant à toute tentative de s'appuyer sur des secteurs combattifs pour en entraîner d'autres.

Le 26 avril, les cheminots ont été à nouveau appelés séparément, à une nouvelle grève, deux jours avant l'ensemble des salariés. Dissocier les cheminots du reste du monde du travail c'est en fait les

affaiblir et affaiblir l'ensemble des travailleurs. Bon nombre de cheminots, y compris dans les rangs de la CGT, ont montré leur incompréhension et leur opposition à cette attitude qui, sous le triste couvert de préoccupations corporatistes, freine le mouvement.

Malgré leur désaccord avec cette succession de journées d'action, qui plutôt que de construire et cimenter risque d'éparpiller l'énergie, les cheminots qui ont répondu présents le 26 et se sont préparés à le faire à nouveau le 28, ont choisi la bonne voie. Reste la nécessité de préparer le plus tôt possible une riposte massive, collective, au décret-socle et à la loi El Khomri. Pas question de laisser démolir les conditions de travail des salariés, à la SNCF comme ailleurs.

Christian Bernac

Décret-socle : la loi El Khomri version cheminot

La réglementation du travail en vigueur à la SNCF serait modifiée en juillet prochain. Elle serait alors régie par un accord d'entreprise, une convention collective de la branche ferroviaire et un décret-socle du gouvernement.

Ce décret et la convention collective en cours de négociation représentent tous deux un recul considérable dans toutes les conditions de travail. Mais la direction de la SNCF tente de convaincre les cheminots qu'ils doivent attendre la fin des négociations et en particulier l'accord d'entreprise.

Il s'agit d'un piège grossier. Même si l'accord d'entreprise était au final moins pire que la convention collective, il constituerait un recul par rapport aux conditions actuelles de travail déjà très dégradées. Et surtout avec l'arrivée de la concurrence dans le transport ferroviaire

des voyageurs, le gouvernement et le patronat espèrent dynamiter les droits restants des travailleurs.

En effet, patrons et gouvernement, en accord avec les gouvernements des autres pays européens, ont défini le 19 avril ce qu'ils appellent le « quatrième paquet ferroviaire ». Celui-ci prévoit que, dès fin 2019, les lignes TGV seront ouvertes à la concurrence. De plus, en 2023, l'attribution des marchés des TER et TET sera obligatoirement soumise à des appels d'offres. Mais dès 2017, certaines régions pourraient passer des appels d'offres et confier le marché à des entreprises du secteur privé, comme

Transdev, filiale de Veolia.

Que deviendraient les agents SNCF de la région concernée si le marché est gagné par une entreprise concurrente ? Ils seraient alors au mieux transférés dans l'entreprise privée... aux conditions de la convention collective et du décret-socle.

Mais ils pourraient même être carrément licenciés car la loi El Khomri prévoit qu'en cas de perte de marché, une entreprise n'aura plus obligation de transférer son personnel au repreneur et pourra les licencier avant transfert.

Tel est l'avenir que proposent la direction de la SNCF, le gouvernement et le patronat ferroviaire aux cheminots. C'est dire combien le sort des cheminots est lié à celui de l'ensemble du monde du travail.

C. B.



Les aiguillages seraient du même type que ceux de Brétigny.

Aiguillages de Toury : Brétigny bis ?

Sur le secteur de circulation de Toury, à 40 km au nord d'Orléans, deux aiguillages dits « Traversées Jonctions » sont les mêmes appareils de voie qui ont été mis en cause dans l'accident mortel de Brétigny en juillet 2013, dans le sens Paris-Orléans et Orléans-Paris.

Suite à l'accident, une expertise a conclu que ces aiguillages ne « devaient être franchis qu'à 110 km/h », et ce depuis leur conception. Il existe encore en France quelques appareils de voie de ce type. Suite au rapport d'expert, la vitesse y est réduite de façon permanente... Mais à Toury les trains passent encore à 160 km/h !

En effet, la direction a décidé que la limitation de vitesse à 110 km/h ne serait mise en place qu'après l'Euro de football, en juillet, qu'il ne serait pas question pour elle de risquer de faire perdre six à huit minutes au flot de supporters transportés sur des trains supplémentaires, trains de voyageurs payant leur billet au prix fort. Et d'évoquer aussi un engagement que la SNCF aurait pris vis-à-vis de l'État.

Mais tout cela se fait au prix de risquer une nouvelle catastrophe.

Pour l'instant, la seule mesure que la direction ait mise en place est une surveillance renforcée hebdomadaire sur ces aiguillages.

Cette surveillance est faite par les agents de la brigade de Toury, qui doivent décider chaque semaine s'ils autorisent encore le passage. Ils subissent de nombreuses pressions de la part de hauts cadres sur les responsabilités de l'entreprise, l'Euro, etc. Pourtant, les agents constatent à chaque fois que les aiguillages bougent de manière inquiétante, malgré la maintenance renforcée. La direction prend donc un risque en toute connaissance de cause, mais toute la responsabilité repose sur les agents, puisque ce sont eux qui signent chaque semaine l'autorisation de passage.

Pour dénoncer cette hypocrisie, une revendication a été posée pour une limitation immédiate de la vitesse à 110 km/h sur les deux aiguillages en question à Toury, en pointant les risques inconsidérés que prend la direction. Pour l'heure, celle-ci n'a pas daigné répondre.

Correspondant LO

Accidents du travail : nouvelle attaque contre les travailleurs sans papiers

La loi sur la Protection universelle maladie (PUMA), qui remplace notamment la CMU de base, vient d'entrer en vigueur. Des associations dénoncent le contenu des décrets d'application qui viennent d'être publiés et qui, de manière détournée, durcissent les conditions pour

les étrangers. Une disposition particulièrement scandaleuse prévoirait même de refuser la reconnaissance et l'indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles aux travailleurs dépourvus de titre de séjour.

La loi oblige en principe les patrons à indemniser

les travailleurs, et leur famille, victimes d'accidents de travail et de maladies professionnelles. Jamais depuis un siècle, l'indemnisation n'a été conditionnée au caractère légal du séjour. Même la loi Pasqua de 1993, qui excluait les personnes en situation irrégulière de la plupart des

prestations sociales, n'avait pas été jusque-là !

Une telle mesure s'attaque à la catégorie de travailleurs qui ont encore moins les moyens de se défendre, alors qu'ils occupent souvent, sur les chantiers du BTP, dans les cuisines des restaurants, dans le nettoyage, les

postes les plus dangereux, ou les plus insalubres.

Une telle disposition ne peut qu'encourager les employeurs à profiter de la situation en aggravant les conditions de travail aux dépens de la sécurité de tous, avec ou sans papiers. Une infamie de plus !

Serge Fauveau

Campanile Tour Eiffel : victoire après un mois de grève

Lundi 18 avril, les treize salariés de l'hôtel Campanile Tour Eiffel ont repris le travail au bout d'un mois de grève, après avoir obtenu gain de cause sur leurs principales revendications.

Les six femmes de chambre qui étaient employées par une entreprise de nettoyage sous-traitante sont intégrées aux effectifs de l'hôtel, avec reprise de leur ancienneté. Cela ouvre une brèche dans le système d'externalisation du nettoyage des chambres, un système largement répandu dans les hôtels, qui permet de faire des économies sur le dos des employés en les rattachant à la convention collective du nettoyage, moins avantageuse que celle des cafés-hôtels-restaurants.

Les grévistes ont imposé la diminution des

cadences pour les femmes de chambre, le nombre de chambre à nettoyer passant de quatre à trois par heure. L'accord de fin de grève prévoit aussi le versement de 75 % d'un treizième mois, l'augmentation du salaire horaire et du nombre d'heures proposées par mois pour les contrats à temps partiel. Cela permettra des augmentations de salaire importantes, dépassant pour certaines 200 euros brut.

La direction a dû s'engager à appliquer dans cet hôtel les accords signés quelques mois plus tôt au niveau du groupe Louvre

Hôtels, qui prévoient entre autres le versement d'une prime de transport et d'une indemnité nourriture, ainsi que le paiement des jours fériés à 200 %. Les grévistes ont enfin obtenu que la retenue sur salaire ne concerne qu'une seule semaine de grève, le reste des jours de grève étant payé à 50 % et récupéré pour les 50 % restants.

Peu nombreux mais unis et déterminés, les travailleurs du Campanile Tour Eiffel ont montré que « la force des travailleurs, c'est la grève ! ». Ils ont repris le travail, mais se sont donné rendez-vous jeudi 28 avril pour participer une nouvelle fois à la manifestation contre la loi travail.

Correspondant LO



Michelin – La Roche-sur-Yon : salariés flexibles, profits solides

Michelin vient de conclure un accord de flexibilité pour l'usine de pneus pour poids lourds de La Roche-sur-Yon en Vendée qui emploie 730 salariés. Il prévoit de travailler trois samedis sur quatre et jusqu'à seize dimanches par an. L'horaire en 3 x 8 est remplacé par celui en 4 x 8. Un investissement de 56 millions d'euros est annoncé ainsi que l'embauche d'une centaine de travailleurs. La CGT et FO, majoritaires, se sont abstenues alors que la CFE-CGC et SUD qui représentent 34 % des salariés, soutenaient l'accord. Les salariés ont voté pour à la majorité.

Michelin parle d'un « accord de troisième type » mais très concrètement le directeur du site déclare que « la finalité est de faire travailler les machines six jours sur sept ». L'usine

pourrait même tourner à certaines périodes 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. D'ailleurs l'objectif fixé est de passer de 800 000 pneus à 1,2 million. Et on imagine bien ce que cela va signifier comme dégradation des conditions de travail.

Michelin n'en est pas à son premier accord de flexibilité. Il en avait signé un à l'usine de Roanne. Et en 2015 il avait fermé

quatre usines en Italie, en Allemagne, en Hongrie et en Grande-Bretagne. Au total, avec la fermeture en 2013 d'autres usines en France à Tours, en Algérie et en Colombie, 1 600 emplois avaient été ainsi supprimés. Et la même année 2015, Michelin annonçait un bénéfice net de 1,16 milliard d'euros, en hausse de 12,8 %. Pour Michelin ça roule !

Cédric Duval



Le siège social de Michelin, à Clermont-Ferrand.

XPO Logistics : trois jours de lutte

À XPO Logistics, ex-Norbert Dentressangle et « leader européen du transport de marchandises » comme ils se définissent, la grève a démarré mardi 19 avril à l'entrepôt de Boigny-sur-Bionne, commune proche d'Orléans dans le Loiret.

Elle s'est ensuite étendue les trois jours suivants aux dépôts de Meung-sur-Loire, Artenay, Malesherbes et Ingré. L'ensemble de ces sites du Loiret regroupe 500 travailleurs. Ils ont répondu massivement à l'appel à la grève lancé par l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, qui concernait tous les sites en France.

L'annonce de la baisse du montant de la prime de participation à 300 euros au lieu d'environ 800 euros a été la goutte qui a fait déborder le vase chez les ouvriers, caristes, agents administratifs préparateurs de commande, dont le salaire en moyenne dépasse de très peu le smic.

Depuis le rachat en avril 2015 de Norbert Dentressangle par XPO Logistics, les conditions de travail se sont encore dégradées. Le directeur général a envoyé une lettre à chacun des travailleurs pour affirmer : « Nous avançons dans l'année 2016 avec confiance, nous avons développé notre chiffre d'affaires en 2015. » Ce discours ronflant n'a en rien rassuré les travailleurs à qui on explique : « Il est difficile de trouver des clients, avec l'ancienneté des salariés, les coûts

salariaux sont plus élevés que dans d'autres entreprises de transport et logistique. » Alors c'est aux travailleurs que l'on demande une nouvelle fois de faire des sacrifices pour que les actionnaires empochent encore plus de bénéfices.

Dans le Loiret, les travailleurs ont là aussi tenu à exprimer leur solidarité envers ceux de Montoux, dans le Vaucluse, et de Lagny-le-Sec, dans l'Oise, où 66 suppressions d'emplois sont d'ores et déjà annoncées. Lors du rachat, XPO s'était engagé à maintenir les emplois pendant 18 mois : paroles de patron qui s'assoit dessus dès qu'il le peut.

Alors la colère est grande parmi les travailleurs. Même s'ils ont repris le travail, après trois jours de grève sur certains sites, la journée du 28 avril arrive. Ils seront sans aucun doute encore nombreux derrière la banderole de Norbert Dentressangle. Ils l'ont déjà démontré lors de la journée du 31 mars à Orléans. Une centaine d'entre eux avait fait le déplacement pour rejoindre la manifestation au centre-ville.

Correspondant LO

SANEF : grève pour les salaires

Mardi 19 avril, à l'appel des syndicats Sud, FO et Unsa, une petite centaine de salariés de la Sanef, la Société des autoroutes du Nord et de l'Est de la France, ont fait grève et ont manifesté pour protester contre la dégradation de leurs conditions de travail et pour des augmentations de salaire.

Les grévistes se sont d'abord regroupés au péage de Chamant, dans l'Oise, puis sont allés faire entendre leurs revendications au siège social à Issy-les-Moulineaux. Là, les pétards et les protestations ont fusé de toute part au pied des immeubles qui formaient une belle caisse

de résonance, puis une délégation a été reçue par les membres du conseil d'administration, dont Alain Minc est le président.

Avec les suppressions de postes, les agents sont de plus en plus sollicités pour intervenir ici et là. De plus, depuis deux ans, ils n'ont pas eu d'augmentation de salaire alors que la plupart d'entre eux sont au smic et que, dans le même temps les prix du péage ont augmenté. À qui cela profite-t-il ? Aux actionnaires : dont AXA, Peugeot, Predica...

Pour une première, c'était réussi et cela a re-gonflé de moral de tous.

Correspondant LO

Intermittents du spectacle : non aux économies sur le dos des chômeurs

Des intermittents du spectacle occupent le théâtre de l'Odéon et la Comédie Française à Paris, et organisent diverses manifestations pour protester contre les mesures d'indemnisation du chômage que le patronat et l'État à son service voudraient leur imposer.

En ce moment ont lieu les négociations pour l'indemnisation des chômeurs dans le cadre général du régime d'assurance-chômage. Le gouvernement Valls a annoncé qu'il faudrait faire 800 millions d'économies sur les indemnités des chômeurs. Le Medef propose que, d'ici 2020, la moitié en soit supportée par les seuls intermittents du spectacle, ce qui signifierait la fin de leur protection spécifique.

Les intermittents, de par la nature de leur activité, films, spectacles, concerts, travaillent de fait en CDD : un projet, un contrat. Et même si leur régime est une protection

qui se réduit après l'attaque, elle leur permet encore de vivre entre deux projets. C'est une protection de l'emploi discontinu.

Les patrons n'embauchent quasiment plus qu'en contrats précaires, et ils ne veulent pas laisser survivre un système que d'autres, intérimaires, salariés en CDD ou à temps partiel, pourraient à juste titre revendiquer.

Lundi 18 avril, pour la première fois depuis longtemps, des assemblées générales d'intermittents du spectacle se tenaient en même temps un peu partout en France, et d'autres étaient prévues pour le lendemain dans toutes les

régions. C'était combatif et chaleureux, surtout quand des étudiants, des cheminots et des postiers sont venus souligner les liens qui existent entre cette lutte et celle contre la loi travail.

Très vite, la grève a été au centre des débats et, à une immense majorité, le principe de la grève reconductible à partir du 28 avril a été voté. Cette date est celle de la journée de grève nationale contre la loi travail, ce qui permet de regrouper les mécontentements.

Dans sa « lettre de cadrage », le patronat réclame au gouvernement de mener une politique d'économies au détriment des chômeurs. La lettre de cadrage des intermittents du spectacle est simple : zéro euro d'économie sur le dos des chômeurs. Et cela n'est ni amendable, ni négociable.

Correspondant LO

Areva NP – Jarrie : licenciement scandaleux

À l'usine Areva NP de Jarrie, dans l'Isère, un ouvrier a été licencié parce qu'il a refusé de remettre son masque de fuite séance tenante alors qu'il venait de le poser, son travail pénible terminé, et qu'il s'apprêtait à partir en pause.

Le directeur, présent dans l'atelier, l'a sommé deux fois de remettre son masque pour effectuer les quelque vingt mètres le séparant de la sortie, en lui criant violemment dessus et en le saisissant par la manche. Notre camarade s'est dégage... et est parti prendre son café.

À l'annonce du licenciement, la CGT a fait circuler une pétition et appelé à 8 heures de grève par équipe. Cette grève est renouvelée une fois par semaine depuis le 15 avril, entraînant l'arrêt partiel de la production. Elle est bien suivie, malgré la

forte pression des cadres et agents de maîtrise.

À l'assemblée générale du 15 avril, des ouvriers, tous très émus et révoltés, se sont succédé pour raconter les règles de sécurité non respectées par la direction ou l'encadrement. Dans cette entreprise classée Seveso 2, qui travaille pour le nucléaire, un cadre est intervenu en jean sur un départ de feu ; un agent de maîtrise a donné l'ordre de décharger les fusions avant qu'elles n'aient totalement refroidi, procédure interdite qui peut avoir des conséquences catastrophiques. Et cela en

toute impunité.

Mais quand c'est un travailleur qui répond au directeur, là il y a un licenciement, malgré ses seize ans d'ancienneté et son attitude toujours très professionnelle.

L'inspecteur du travail avait d'ailleurs dénoncé récemment le nombre important de sanctions prises à l'égard de travailleurs, en particulier les préparateurs du Kroll (atelier combatif dont fait partie le collègue licencié).

La mobilisation se poursuit contre ce licenciement scandaleux. De nombreux travailleurs portent désormais en solidarité un médaillon « Je suis Pierrot ».

La direction doit remballer son sale coup !

Correspondant LO



Assemblée générale devant l'usine.

Saint-Brieuc : grève dans les services municipaux

Depuis mercredi 20 avril, la quasi-totalité du personnel du site de Robien, l'un des plus importants services municipaux de Saint-Brieuc, dans les Côtes-d'Armor, est en grève. Les grévistes dénoncent le manque d'effectif en raison du non remplacement des départs en retraite et des absences en arrêt maladie.

Certains employés des services techniques comme les électriciens ou les couvreurs ont dû parfois intervenir seul au mépris de la sécurité. Dans le service des transports chargé, entre autres, de fournir les matériels pour les festivités diverses, il n'y a que deux salariés disponibles sur sept et ils ne peuvent assurer l'ensemble des demandes.

Le mouvement de ces agents reflète les difficultés de l'ensemble des travailleurs des services municipaux. D'ailleurs, d'autres ont débrayé pour les mêmes raisons : au service parking, certains jours il n'y a eu que sept agents présents sur dix-huit ; à l'état civil, le guichet a été fermé par manque de personnel. Des préavis de grève dans le service de soins infirmiers à domicile et dans celui des bibliothèques ont été déposés pour les prochains jours.

Le maire et son adjoint chargé du personnel justifient les mesures de restriction du personnel par la nécessité de faire des économies en raison de la baisse des aides de l'État et du surcoût de la réforme scolaire. Ainsi depuis un an, les 300 emplois occupés par des précaires recrutés

par le centre de gestion sont progressivement supprimés aggravant encore plus la situation.

Devant la détermination des grévistes du centre de Robien qui organisent un piquet permanent à l'entrée, interdisant toute sortie de matériel, la mairie a dû concéder le recrutement d'un électricien et la prolongation d'un contrat d'apprentissage de carreleur. Un poste de couvreur est en suspens. Des rencontres entre élus et représentants du personnel sont prévues pour recenser les problèmes. Mais mardi 26, les représentants de la mairie sont venus à six à la rencontre du personnel gréviste pour tenter de les amadouer en insistant sur les difficultés budgétaires.

Les grévistes n'ont pas l'intention de se laisser endormir par de vagues promesses. La grève a été reconduite et pourrait bien s'étendre dans la semaine. D'autant que l'idée de se retrouver ensemble et nombreux le jeudi 28 pour manifester contre la loi travail peut devenir un objectif pour tous les employés municipaux.

Correspondant LO

BNP : profits riment avec suppressions d'emplois

La BNP s'apprête à supprimer 675 postes en France, soit 10 % des effectifs dans sa filiale, la banque d'investissements BNP-CIB. D'après la direction cela lui permettra d'économiser au moins un milliard en 2017.

En 2015, cette banque d'investissement a réalisé 11,6 milliards de chiffre d'affaires, soit une augmentation de 13 %. Et la BNP Paribas dans son ensemble a fait 6,7 milliards de profits la même année.

Depuis 2008, les banques, principales responsables de la crise, ont supprimé 600 000 emplois dans le monde et leurs



profits n'ont cessé de grandir.

Pour inverser la courbe du chômage, il faudra surtout amplifier la courbe des luttes contre toutes ces entreprises capitalistes.

M.A.

Manifestons le 1^{er} mai!

125 ans après sa première proclamation, le 1^{er} mai reste la journée internationale des travailleurs. Il ne s'agit pas seulement de commémorer les luttes passées mais d'affirmer la nécessité des luttes présentes et futures, jusqu'au renversement définitif du capitalisme sur toute la planète.



Des travailleurs immigrés dans le manifestation du 1^{er} mai 2015.

Les récentes manifestations contre la loi El Khomri le prouvent : patronat et gouvernement attaquent les droits des travailleurs et il est nécessaire de leur résister. Mais ce n'est pas seulement en France que les possédants passent à l'attaque. Rien qu'en Europe, de l'Angleterre à l'Espagne, de la Grèce à l'Allemagne, ils défendent leurs privilèges par des plans d'austérité qui s'en prennent aux conditions de travail, au niveau de vie, aux services utiles à la population.

Qu'ils aient ou non un

emploi, qu'ils vivent dans leur pays ou qu'ils aient dû le quitter, chassés par la misère et les guerres, les travailleurs ont des intérêts communs par-delà les frontières. Les possédants défendent leurs intérêts de classe. Le 1^{er} mai est l'occasion pour les travailleurs d'affirmer les leurs.

Lutte ouvrière appelle à participer aux manifestations qui auront lieu dans différentes villes.

À Paris : rendez-vous à 15 heures place de la Bastille

1^{er} mai 1916 : à Berlin, Liebknecht lève le drapeau de l'internationalisme

Le 1^{er} mai, journée internationale des travailleurs depuis sa proclamation en 1890, a toujours été et doit rester l'occasion d'affirmer que les travailleurs doivent s'unir par-delà les frontières, car ils forment une seule classe face à leurs exploiters.

Il y a cent ans, le 1^{er} mai 1916, en pleine guerre, une manifestation ouvrière fut organisée à Berlin, pour dénoncer le massacre et affirmer que l'idéal socialiste était toujours vivant. En effet, quand la guerre avait été déclarée en août 1914, les dirigeants des deux grands partis ouvriers socialistes allemand et français s'étaient ralliés à l'union sacrée derrière leur gouvernement respectif. Du jour au lendemain, ils avaient livré travailleurs et militants à la pression de la vague chauvine, et aux appareils militaires qui les envoyèrent s'entretuer sur les champs de bataille.

En Allemagne, seul un petit nombre de militants avaient refusé cette capitulation, parmi lesquels Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, seul député, en décembre 1914, à refuser de voter les crédits militaires. Mais la réalité sordide de la guerre et ses conséquences pour la population ont ensuite commencé à modifier en profondeur l'opinion

ouvrière. Malgré la censure, et la propagande, des manifestations contre la cherté de la vie éclatèrent à la fin de l'année 1915.

Fin avril 1916, Liebknecht et ses camarades diffusèrent des tracts appelant à manifester : « *Travailleurs, camarades, femmes du peuple, ne laissez pas passer ce deuxième Premier Mai de la guerre mondiale sans en faire une manifestation du socialisme international, une protestation contre le massacre impérialiste ! En ce premier mai, nous tendrons par-dessus les frontières et les champs de bataille une main fraternelle au peuple de France, de Belgique, de Russie, d'Angleterre, de Serbie, du monde entier...* »

Le 1^{er} mai, sur la Potsdamer Platz, en plein centre de Berlin, remplie de policiers à pied et à cheval, des milliers d'ouvriers et de jeunes se rassemblèrent autour de Karl Liebknecht. Quand il proclama : « *À bas la guerre ! À bas le gouvernement !* », il fut arrêté immédiatement, mais toute la soirée

les manifestations continuèrent aux cris de « *Vive Liebknecht !* ». Et quand il fut traduit en justice en juin, 55 000 ouvriers des usines de guerre berlinoises se mirent en grève. Liebknecht fut condamné à quatre ans de forteresse, mais il deviendra « *l'homme le plus populaire des tranchées* », et en novembre 1918, la révolution allemande éclatera.

À son procès, Liebknecht affirma : « *Je suis ici pour accuser et non pour me défendre !* ». Et il déclara aussi que « *le 1^{er} mai est l'occasion solennelle de manifester et de diffuser les idées phares du socialisme ; il est consacré à la dénonciation de toute exploitation, de toute oppression et de toute violation des droits de l'homme, à la propagande pour la solidarité des travailleurs de tous les pays, que la guerre n'a pas fait disparaître mais qui, au contraire, se voit renforcée, et à la propagande contre ce déchirement fratricide. Cette manifestation est pour la paix et contre la guerre.* »

Un siècle après, le geste de Liebknecht reste le symbole de l'internationalisme, le sens véritable de cette journée du 1^{er} mai.

Serge Fauveau

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2016.

Lutte ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Union européenne – Turquie : marchandages sur le dos des migrants

Le 23 avril, Angela Merkel, accompagnée de responsables européens et du Premier ministre turc, a visité le camp de Nizip en Turquie, considéré comme un camp modèle, qui accueille dans des préfabriqués près de 5 000 réfugiés syriens. Ils ont inauguré devant les caméras un centre de protection pour enfants, financés par des fonds européens.

À l'entrée du camp, une banderole indiquait : « Bienvenue en Turquie, le pays qui accueille le plus de réfugiés au monde ». Un comble alors que les organisations humanitaires dénoncent les conditions lamentables que connaissent des dizaines de milliers d'autres réfugiés qui s'entassent du côté syrien de la frontière, sans pouvoir pénétrer sur le sol turc !

Cette sinistre opération de communication à grand spectacle masque mal le sort dramatique des 2,7 millions de réfugiés de Turquie. Ceux-ci sont devenus la monnaie d'échange d'un sordide marchandage

entre l'Union européenne (UE) et le gouvernement d'Erdogan. Depuis l'accord signé le 20 mars, ce dernier s'est engagé à empêcher les migrants d'accéder en Grèce et à accepter que ceux qui y ont débarqué illégalement soient expulsés vers la Turquie. Selon les termes de ce marchandage, pour chaque migrant renvoyé, un réfugié syrien légalement enregistré par les autorités turques serait « réinstallé » dans un pays européen. En contrepartie, les dirigeants européens se sont engagés à verser à terme 6 milliards d'euros à la Turquie, à reprendre les négociations sur son

adhésion à l'Union européenne et à faciliter l'attribution de visas d'entrée en Europe pour les Turcs.

Dénoncé à juste titre comme la négation des droits élémentaires des réfugiés, cet accord est d'autant plus révoltant que l'Union européenne envisage de n'accueillir que 72 000 migrants, ce qui est dérisoire. D'autant que ce chiffre ne sera pas atteint, puisque pour 325 migrants effectivement renvoyés en Turquie, seulement 103 ont été accueillis en Europe.

Par leurs interventions militaires répétées au Moyen-Orient, les grandes puissances ont ravagé les pays que fuient par milliers leurs ressortissants. Après les avoir poussés à l'exil, elles les condamnent à s'entasser dans des camps ou à risquer la mort en tentant de franchir les frontières de l'Europe.

Hélène Comte

Maroc : Mi Fatiha, martyre de la dignité

À Kenitra, ville portuaire et industrielle du Maroc, une vendeuse ambulante s'est immolée par le feu après avoir été humiliée et molestée par les autorités locales. Ce drame, révélateur de la façon dont les plus pauvres sont écrasés, a ému bien au-delà de la ville.

Mi Fatiha (Mère Fatiha) était une vendeuse ambulante de crêpes dans un quartier populaire de Kenitra. Veuve, elle survivait avec sa fille grâce à ce petit boulot, ne gagnant, selon ses proches, qu'une trentaine de dirhams (3 euros) par jour. Le 9 avril, avec les autres vendeurs ambulants, elle était harcelée par les agents de la mairie d'arrondissement, comme c'est fréquemment le cas. Elle s'est alors vu confisquer sa marchandise, a été giflée et poussée à terre quand elle a protesté. Après avoir essayé en vain de récupérer sa marchandise, elle est allée chercher un liquide inflammable et, dans un geste désespéré, s'est immolée par le feu devant la mairie.

Brûlée au troisième degré, Mi Fatiha a été emmenée à l'hôpital de Kenitra, mais il n'était pas équipé pour traiter ces brûlures graves, le Maroc ne disposant que de deux centres pour cela, l'un à Meknès, actuellement fermé pour maintenance, l'autre à Casablanca. Le lendemain,

elle était transférée au CHU de Casablanca dans un état très grave, et décédait le surlendemain.

Ce drame a suscité l'indignation et la colère parmi les vendeurs ambulants et les militants progressistes de Kenitra, qui ont organisé un sit-in devant la mairie d'arrondissement pour réclamer l'ouverture d'une enquête et la punition des

responsables. Puis la réaction s'est élargie par l'intermédiaire des réseaux sociaux, où a été lancée la campagne « Nous sommes Mi Fatiha ».

Le ministre de l'Intérieur a alors lancé une enquête judiciaire, puis a rapidement révoqué deux fonctionnaires impliqués et suspendu le maire d'arrondissement de ses fonctions. Cela suffira sans doute à calmer le jeu pour cette fois, mais cela ne diminuera pas la colère devant le comportement des autorités face aux plus pauvres.

Valérie Fontaine



Sur l'une des pancartes, « Tous Mi Fatiha, victime de la dignité. Non à la répression, non à l'assassinat ».

De Tchernobyl à Fukushima : le même mépris des populations

Trente ans après l'explosion du réacteur n°4 de la centrale nucléaire de Tchernobyl, à la frontière entre l'Ukraine et la Biélorussie, une vaste zone radioactive reste inhabitable. Des milliers d'hectares de terres agricoles sont inutilisables et des millions d'habitants continuent de subir quotidiennement les conséquences de cette catastrophe.

À Tchernobyl en 1986, les autorités de ce qui était encore l'Union soviétique, sous l'égide de Gorbatchev, ont menti sur la gravité de l'accident, tardant à évacuer des dizaines de milliers d'habitants irrémédiablement contaminés. Peu soucieux d'épargner des vies humaines, les bureaucrates ont envoyé sans protection des milliers de pompiers dans la zone contaminée, même si beaucoup étaient volontaires, en toute conscience, pour empêcher une catastrophe pire encore. Entre 600 000 et 900 000 « liquidateurs » les suivront, pour nettoyer la zone et construire, dans des conditions dantesques, un sarcophage au-dessus du cœur nucléaire fondu. Un nombre inconnu de ces liquidateurs, plusieurs dizaines de milliers, mourront ou tomberont gravement malades dans les mois et les années suivantes. Avec l'éclatement de l'Union soviétique et la brutale régression économique qui s'ensuivit, la plupart des liquidateurs et des habitants évacués ont perdu pensions et indemnités.

Mais le cynisme et l'opacité n'ont pas été l'apanage des bureaucrates soviétiques. Au même moment, les autorités de plusieurs pays européens, et spécialement en France, mentaient sur les effets du nuage radioactif échappé de Tchernobyl, minimisant les retombées de césium 137 dans les Alpes. Trente ans plus tard, certaines zones présentent encore un taux de radioactivité deux fois plus élevé que la normale.

Il y a cinq ans, à Fukushima, les autorités japonaises allaient mentir à leur tour, pendant et après l'accident, pour couvrir les responsabilités écrasantes de la société privée Tepco, pour limiter les zones à évacuer puis accélérer le retour des habitants et réduire les indemnités à

verser aux victimes.

L'Agence internationale de l'énergie atomique, liée aux industriels de la filière nucléaire, a chaqueté les études sanitaires menées après les accidents de Tchernobyl puis de Fukushima. L'agence européenne Euratom s'est appuyée sur ces résultats, qui minimisent systématiquement les risques, pour fixer les seuils maximum légaux à partir desquels la population, enfants compris, est autorisée à vivre. Alors que le seuil de radioactivité acceptable est normalement de 1 millisievert par an, il passe à 20 millisieverts après un accident nucléaire ! Le niveau de contamination autorisé dans les aliments a été lui aussi relevé. L'objectif est de justifier le maintien ou la réinstallation de la population dans des zones contaminées.

En France, le plan d'économies annoncées par EDF sous prétexte de difficultés financières et les restructurations en cours chez Areva inquiètent le directeur de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) qui déclarait le 25 avril au journal *Le Monde* : « Il est essentiel que les opérateurs maintiennent les compétences humaines et les investissements nécessaires à la sûreté. » Visiblement il en doute ! Quant à l'ASN, il lui manque quelque 150 agents pour faire son travail de contrôle ce qui, selon son directeur, « nous contraint à arbitrer entre nos priorités, en privilégiant les installations en activité par rapport à celles en construction ». Nous voilà rassurés...

Économies sur la sûreté, normes adaptées aux exigences des industriels, rapports cachés ou édulcorés, plus que le nucléaire, c'est le secret industriel, l'absence de transparence et la recherche du profit qui menacent l'humanité.

Xavier Lachau